

SAV  **FSA**

Schweizerischer Anwaltsverband
Fédération Suisse des Avocats
Federazione Svizzera degli Avvocati
Swiss Bar Association



Per Mail an:

regulierung@gs-efd.admicn.

Eidg. Finanzdepartement

GS und Rechtsdienst EFD

Bundesgasse 3

3003 Bern

Bern, 8. September 2015

Gemeinsame Stellungnahme zum Entwurf der neuen Geldwäschereiverordnung (GwV)

durch:

- Schweiz. Anwaltsverband (SAV)
- Schweiz. Notarenverband (SNV).
- Selbstregulierungsorganisation des SAV und des SNV

Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Gelegenheit, unsere Stellungnahme einzureichen.

1. Zu Art. 12 GwV

Wird ein Finanzintermediär von einer SRO wegen Verletzung von aufsichtsrechtlichen Massnahmen ausgeschlossen, so hat er gemäss Art. 12 noch 2 Monate Zeit, entweder bei

einer anderen SRO ein Gesuch um Anschluss einzureichen oder bei der FINMA ein Gesuch um Bewilligung für die berufsmässige Ausübung einzureichen.

Es fehlt die Bestimmung, ob die 2 Monate-Frist direkt nach dem Ausschlussentscheid zu laufen beginnt oder erst ab deren Rechtskraft. Wir sind der Meinung, dass die Frist erst nach der Rechtskraft laufen soll und beantragen deshalb die Präzisierung in der GwV.

Antrag: Ergänzung von Art. 12 Abs. 1 GwV

*Tritt ein Finanzintermediär, der weiterhin berufsmässig als Finanzintermediär tätig sein will, aus einer SRO aus oder wird er aus einer solchen ausgeschlossen, so muss er innerhalb von zwei Monaten **nach dem Austritt bzw. nach dem rechtskräftigen Ausschlussentscheid** bei einer anderen SRO ein Gesuch um Anschluss oder bei der FINMA ein Gesuch um Bewilligung für die berufsmässige Ausübung der Tätigkeit einreichen.*

2. Zu Art. 18 GwV

Zu Recht wird im Erläuterungsbericht (Seite 9) festgehalten, dass es Fälle gibt (Verein, Stiftungen) bei welchen die wirtschaftlich berechtigte Person gar nicht festgestellt werden kann. Weiter wird – ebenfalls im Erläuterungsbericht – festgehalten, dass dies in diesen Fällen „entsprechend festzuhalten“ sei.

Demgegenüber findet sich im Entwurf der Verordnung selber leider kein solcher Hinweis. Art. 18 verlangt vielmehr, dass die wirtschaftlich berechtigte Person – ohne jede Ausnahme – festgestellt werden kann.

Die Rechtswirklichkeit ist aber so, dass z.B. bei einem Verein keine Person bestimmt werden kann, welche über einen Stimmenanteil von 25 % verfügt oder massgeblichen Einfluss auf den Verein hat.

Antrag: Ergänzung von Art. 18 Abs. 6 GwV

Neuer Absatz. 6: „*Verfügt eine Gesellschaft namentlich aufgrund ihrer Rechtsform als Verein oder Stiftung nach schweizerischem Recht über keine wirtschaftlich berechtigte Person im Sinn des Gesetzes, ist dies entsprechend festzuhalten.*“

3. Art. 20 GwV

Wir stellen fest, dass sich die Umschreibung der Meldepflicht in Art. 20 GwV in keiner Weise mit der Meldepflicht gemäss Art. 9 Abs. 1 und Abs. 1bis GwG deckt.

Während Art. 9 Abs. 1 und Abs. 1 bis GwG eine Meldepflicht bei Kenntnis oder begründetem Verdacht auf eine strafbare Handlung vorsieht, geht die Verordnung wesentlich weiter.

Bereits bei Zweifeln an der Rechtmässigkeit der Geschäftsbeziehung soll gemeldet werden müssen.

Damit hält sich die Verordnung jedoch nicht an den Gesetzestext und verschärft die Meldepflicht auf unzulässige Art und Weise.

Ebenfalls möchten wir festhalten, dass die Meldepflicht in Art. 9 Abs. 2 GwG eine Ausnahmebestimmung zugunsten der Anwältinnen und Anwälte, der Notarinnen und Notare enthält, soweit ihre Tätigkeit dem Berufsgeheimnis nach Artikel 321 StGB untersteht. Diese Ausnahmebestimmung fehlt in Art. 20 GwV.

Antrag: Art. 20 GwV ist gesetzeskonform im Rahmen von Art. 9 Abs. 1 GwG zu formulieren. Zudem soll die Ausnahmebestimmung zugunsten der Anwältinnen und Anwälte sowie der Notarinnen und Notare, soweit ihre Tätigkeit dem Berufsgeheimnis nach Artikel 321 StGB untersteht, ausdrücklich vorbehalten werden.

Unter höflicher Bitte um Berücksichtigung unserer Anliegen und Anregungen, verbleiben wir mit freundlichen Grüssen

Für den SNV und die SRO SAV/SNV



Präsident SRO SAV/SNV

Dr. Peter Lutz

Für den SAV



Präsident SAV

Dr. Sergio Giacomini



Association Romande des Intermédiaires Financiers

Rue de Rive 8 - CH - 1204 Genève

Tél. 022 310 07 35 - Fax 022 310 07 39 - www.arif.ch - e-mail: info@arif.ch

TVA n° CHE-101.192.434

DEPARTEMENT FÉDÉRAL DES
FINANCES
Bundesgasse 3
CH-3003 Berne

et par courriel
regulierung@gs-efd.admin.ch

Genève, le 8 septembre 2015

Concerne: Ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent ; OBA du Conseil fédéral ; consultation

Messieurs,

Nous vous remercions de nous avoir consultés, et dans le délai imparti nous vous communiquons ce qui suit.

D'un point de vue général, le principal problème posé par le projet d'ordonnance provient du fait qu'il ne s'accorde pas entièrement avec les règles, définitions et concepts qui ont été posés par ailleurs dans l'OBA FINMA.

Plusieurs des définitions proposées sont peu claires, ou obsolètes. Le régime appliqué aux négociants de l'article 2 alinéa 2 lettre b LBA nouveau s'écarte sans raison des règles utilisées pour les intermédiaires financiers.

Passant en revue le texte, nous relevons les principales difficultés suivantes :

Ad article 2 alinéa 1 lettre b

Le rajout du segment de phrase « *ou peuvent engager juridiquement les intermédiaires financiers dans le cadre de telles opérations* » est peu clair aussi bien d'un point de vue factuel que juridique et on ne comprend pas ce qu'il ajoute. Nous sommes d'avis de le supprimer.

Ad article 2 alinéa 2

Il convient de préciser si les conditions énoncées par la phrase sont alternatives ou cumulatives. Il nous semble préférable de supprimer le segment de phrase « *qui exercent une activité transfrontalière* » car ce qualificatif peut aussi bien s'appliquer aux intermédiaires financiers de l'alinéa 1 lettres a et b, de sorte que la distinction entre les différents cas de figure devient incertaine.

Ad article 2 alinéa 3 lettre a chiffre 2

Il convient de clarifier si l'on entend par *recouvrement de créance* l'activité élargie à tout encaissement de créance pour compte d'autrui, ou s'il s'agit de viser uniquement le recouvrement au sens étroit, c'est-à-dire l'activité de poursuite de débiteurs ayant failli à leurs obligations, généralement réservée à des mandataires professionnels tels qu'avocats, agents d'affaires, etc.

Si le sens du mot recouvrement vise toute activité d'encaissement de créance, il convient d'être attentif au fait que, sous couvert de telles opérations d'encaissement, des situations analogues à celles du *money transfer* peuvent se développer. C'est notamment le cas lorsque l'encaissement de créance n'est pas lié à la fourniture de biens ou de prestations de services réels ou ayant une valeur économique effective et donnant lieu à une véritable créance.

Ad article 2 alinéa 3 lettre b

Ce chapitre est déjà entièrement traité dans l'OBA FINMA (article 28 OBA FINMA), et on ne voit pas l'utilité de le répéter dans l'OBA du Conseil fédéral.

Ad article 6 alinéa 1

On s'étonne du segment de phrase « *pour autant qu'elle soit exercée pour le compte de tiers* » dès lors que la gestion de valeurs mobilières et d'instruments financiers pour son propre compte ne constitue bien évidemment pas de l'intermédiation financière ; quant à l'activité de conseil en placement, elle s'adresse obligatoirement à un tiers.

Ad article 6 alinéa 1 lettre b

On ne comprend pas comment l'activité de conseiller en placement, définie traditionnellement comme excluant tout pouvoir de gestion, de disposition, ou d'administration sur des valeurs patrimoniales appartenant à autrui, peut être considérée comme une activité d'intermédiation financière. On comprend encore moins pourquoi ce qualificatif ne serait alors appliqué qu'au seul conseiller en placement qui n'exécuterait « *que des mandats isolés* », alors que ce ne serait pas le cas - a contrario - de celui qui pratiquerait cette activité industriellement. L'entier de ce paragraphe doit être supprimé.

Ad article 6 alinéa 2

La définition purement indicielle proposée par le projet est un peu obsolète. L'ARIF suggère le texte suivant qu'elle a elle-même adopté :

Est une société de domicile la personne morale, ou la société de personnes, dont les organes actifs, l'activité exercée, ou le patrimoine détenu, le sont principalement à titre fiduciaire pour le compte d'un tiers ayant droit économique.

Constituent en particulier des indices de l'existence d'une société de domicile :

- a. *elle ne dispose pas de ses propres établissements d'affaires,*
- b. *elle n'a pas de personnel propre,*
- c. *elle n'exerce pas une activité de commerce ou de fabrication ou une autre activité exploitée en la forme commerciale,*
- d. *elle n'exerce pas un contrôle effectif sur les valeurs patrimoniales qu'elle détient.*

Ad article 7 alinéa 1 chiffre a

L'augmentation à CHF 50'000.- du produit brut qualifié de professionnel aura pour effet de multiplier les petits « gestionnaires en chambre » qui prétendent n'exercer qu'à titre non

professionnel. L'ARIF est d'avis qu'il convient de garder la limite actuelle à CHF 20'000.-. Une extension à CHF 50'000.- pour les valeurs patrimoniales appartenant à des « personnes proches » est par contre acceptable en pratique.

Ad article 7 alinéa 5 lettre c

On s'interroge sur la curiosité de continuer à considérer des personnes comme proches quels que soient leurs changements d'état civil ultérieur ; ainsi continueraient d'être proches le conjoint divorcé depuis trente ans, l'enfant adultérin dont le lien de filiation a été rompu, etc..

Dans les mœurs actuelles, il serait bien plus justifié de considérer comme proches les personnes faisant ménage commun avec l'intermédiaire financier, sans considération du statut d'état civil.

Ad article 9

Les considérations qui conduisent à exempter les opérations pour personnes proches ne justifient pas un traitement différencié en matière de transmission de fonds et de valeurs.

Ad article 13

On ne distingue pas quel cas de figure économique est visé par le « *négoce au nom et pour le compte de tiers* ». S'agissant d'un pur cas de représentation directe, c'est bien évidemment le seul représenté qui est le négociant, et on ne voit pas pourquoi il conviendrait de traiter différemment celui qui agit par le biais d'employés, d'auxiliaires, de mandataires, de procurataires.

Si l'activité de ces représentants est elle-même exercée à titre professionnel, il s'agit alors de personnes dont l'activité peut être ou ne pas être assujettie à la LBA selon qu'ils tombent dans l'une ou l'autre des catégories d'intermédiaires financiers de l'article 2 LBA.

Ad article 14 alinéa 1

Il convient de clarifier ce qu'on entend par *activité économique indépendante*, ce qualificatif ayant plusieurs sens économiques.

L'obtention d'un revenu durable ne devrait pas être une condition de l'assujettissement, cette durabilité ne pouvant s'apprécier qu'a posteriori. La personne, au sens de l'article 2 alinéa 1 lettre b LBA, qui procède parfois à la vente d'œuvres d'art de plusieurs dizaines de millions obtient de manière ponctuelle un très important revenu non durable, et se trouverait dès lors exemptée de toutes obligations, alors même que de telles affaires peuvent être susceptibles de blanchiment.

Ad article 17 alinéa 3

On se demande s'il existe encore des États dont les ressortissants n'ont ni date de naissance ni adresse. De tels éléments sont pourtant indissociables de la condition humaine et universellement inscrits dans les documents d'identité.

Il s'agit aussi d'éléments extrêmement importants pour l'identification correcte des personnes, surtout dans les pays où les patronymes sont très semblables. Même dans ceux où l'adresse n'est souvent constituée que d'une case postale, il est généralement possible de remonter par ce biais à la personne qui en est titulaire unique. L'ARIF est d'avis qu'il convient de laisser de tel cas particuliers à la règle générale selon laquelle, lorsqu'une raison quelconque empêche l'identification selon les procédés habituels, une note écrite est rédigée en expliquant ces raisons.

Ad article 18 alinéa 2

Cet alinéa constitue l'un des problèmes les plus importants du projet. Il convient en effet de distinguer beaucoup plus clairement:

- d'une part l'ayant-droit économique des fonds ou valeurs patrimoniales faisant l'objet de la relation d'affaire ;
- et d'autre part, le détenteur de contrôle de la personne morale cocontractante.

Il est évident que le simple fait d'être détenteur de 25% du capital social d'une personne morale ne donne généralement aucun pouvoir de contrôle sur celle-ci, ni aucun droit économique sur les valeurs patrimoniales qu'elle détient. L'actionnaire a pour seuls droits économiques celui au dividende et au bénéfice de liquidation. La fortune de la personne morale lui appartient d'abord en propre, et indirectement à ses créanciers sociaux, dont l'actionnaire est le dernier servi.

Rien ne permet non plus de présumer que les valeurs patrimoniales détenues par le cocontractant personne morale, appartiennent bien en propriété à la personne morale et donc, indirectement à son ou ses détenteurs de contrôle ; il peut s'agir d'avoirs hors bilan, en comptes de tiers, tels que fournisseurs, employés ou clients, etc..

Si une distinction n'est pas faite avec précision et clarté entre le détenteur de contrôle de la personne morale cocontractante, et l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales faisant l'objet de la relation d'affaires, on ouvrira la porte à la possibilité de masquer l'ayant-droit économique véritable de ces valeurs patrimoniales derrière celle de détenteurs de contrôle parfaitement innocents et non impliqués, même pas informés de l'existence de telles valeurs patrimoniales ni de l'imputation d'ayant-droit économique qui leur est faite à tort.

Ad article 20

Là encore, un important problème se pose en ce sens que le projet d'OBA du Conseil fédéral impute aux négociants l'obligation de communiquer non seulement les cas de soupçons fondés de blanchiment d'argent provenant d'un crime, mais également les présomptions de simples « *comportements délictueux* » dont la qualification juridique serait indéterminée.

Alors qu'en matière d'intermédiation financière un soupçon fondé n'existe pas automatiquement du simple fait que des doutes subsistent quant à la légalité ou du fait que les clarifications menées n'aient pas totalement écarté un tel doute, le projet encourage la délation systématique de tous les cas simplement douteux.

Ceci n'est pas une politique judiciaire efficace, car les communications ainsi faites ne permettront pas au Bureau de communication de décider s'il convient ou non de déférer le cas à l'autorité de poursuite pénale, ni à celle-ci de décider s'il convient ou non d'ouvrir une information judiciaire.

Dans le pire des cas on arrivera à un engorgement complet, ou à noyer les communications utiles parmi les communications oiseuses. S'agissant de plus d'obligations faites à des personnes qui ne sont pas des intermédiaires financiers et qui ne sont pas soumises à la surveillance d'une autorité de surveillance, FINMA, OAR, ou autre, ces personnes ne bénéficieront pas d'une formation adéquate telle que celle prodiguée aux intermédiaires financiers.

Il leur sera donc très difficile de déterminer quand ils doivent communiquer ou pas, confrontés au dilemme d'indisposer et sans doute perdre un client, ou d'omettre une communication.

Tous ces aspects n'ont pas été suffisamment pesés et l'ARIF est d'avis qu'il convient de restreindre l'obligation pour les négociants de procéder à une communication au seul cas de soupçon clairement fondé d'origine criminelle des valeurs patrimoniales faisant l'objet de la relation d'affaire.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente et vous prions de croire, Messieurs, à l'assurance de nos sentiments dévoués.

Pour le Comité de l'ARIF:

Raphaël Treuillaud



Norberto Blatter



R

1200 Genève 3



98.00.120003.01094632

Recommandé Suisse



09.09.15

CH-1200

Genève 3

781840

005.30

R Suisse



LA POSTE

GS/EFD
+ 10. Sep. 2015 +
Registrier

Fin cas
de retour
courrier

DEPARTEMENT FÉDÉRAL DES
FINANCES
Bundesgasse 3
CH-3003 Berne

Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Eidg. Finanzdepartement Generalsekretariat Rechtsdienst
EINGEGANGEN:
04. Sep. 2015
Dossier-Nr. 482.13 / SCS

Wohlen, 01.09.2015

Stellungnahme zur Verordnung über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereiverordnung, GwV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen herzlich für die Möglichkeit, zum Entwurf der Geldwäschereiverordnung (nachstehend GwV) Stellung nehmen zu dürfen.

Grundsätzlich möchten wir anmerken, dass der VFAS in einer Zeit der Frankenstärke, in der die Wirtschaft mehr denn je auf gute Rahmenbedingungen angewiesen ist, neue bürokratische Vorschriften für Unternehmen als nicht zielführend und schädlich betrachtet.

1. Anträge

a. Aufbewahrungspflicht nach Art. 21

Art. 21 Abs. 4 (Entwurf): „Es ist während mindestens zehn Jahren aufzubewahren.“

Art. 21 Abs. 4 (Antrag): „Es ist während mindestens zehn Jahren **physisch oder elektronisch** aufzubewahren.“

b. Beauftragung einer Revisionsstelle nach Art. 22

Art. 22 Abs. 1 (Entwurf): „Die Pflicht der Händlerin oder des Händlers nach Artikel 15 GwG, eine Revisionsstelle zu beauftragen, besteht unabhängig von der Pflicht, die Jahres- und gegebenenfalls die Konzernrechnung prüfen zu lassen.“

Art. 22 Abs. 1 (Antrag): „Die Pflicht der Händlerin oder des Händlers nach Artikel 15 GwG, eine Revisionsstelle zu beauftragen, **gilt nur für Unternehmen, die verpflichtet sind**, die Jahres- und gegebenenfalls die Konzernrechnung prüfen zu lassen.“

2. Begründungen

a. Aufbewahrungspflicht nach Art. 21

Mit der expliziten Ergänzung, das Formular nach Art. 21 physisch oder elektronisch aufbewahren zu können, wird der zunehmenden Elektronisierung der Dokumentenablagen in Unternehmen Rechnung getragen. Verfügt ein Unternehmen über die Möglichkeit, Dokumente elektronisch zu archivieren, soll



es nicht zur Anlage einer physischen Ablage für Formulare nach Art. 21 verpflichtet und damit unnötig administrativ und bürokratisch belastet werden.

b. Beauftragung einer Revisionsstelle nach Art. 22

Die Absicht, KMUs ohne Pflicht zur Rechnungsrevision einer Revisionspflicht nach GwV zu unterstellen, geht zu weit. Damit werden Unternehmen, die keiner oder lediglich einer eingeschränkten Revision unterstehen, mit unverhältnismässig grossem Aufwand und Kosten belastet. Deshalb soll die Prüfung im Rahmen der GwV nur in jenen Fällen erfolgen, in welchen die Unternehmung auch unabhängig davon eine Revision durchführen lassen muss.

Wir danken Ihnen im Voraus für die Berücksichtigung unserer Anträge und stehen für Rückfragen oder Ergänzungen gerne zur Verfügung!

Freundliche Grüsse

VFAS – Verband freier Autohandel Schweiz

Roger Kunz, Präsident

Joel Thiébaud, Generalsekretär



BISCHÖFLICHES ORDINARIAT CHUR

CURIA EPISCOPALIS CURIENSIS

Per Post und per Mail

Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3

3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

CH-7000 Chur, 28. August 2015

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrte Damen und Herren

In Ihrem im Internet publizierten Schreiben vom 9. Juli 2015 haben Sie die interessierten Kreise eingeladen, sich zum Entwurf der GwV und dem dazugehörigen Erläuterungsbericht bis am 9. September 2015 zu äussern.

Das Bischöfliche Ordinariat des Bistums Chur hat die Aufsicht über die kirchlichen Stiftungen im Bistum Chur inne. Da die kirchlichen Stiftungen neu zwingend in das Handelsregister eingetragen werden müssen, gehört das Bischöfliche Ordinariat Chur zweifellos zu den interessierten Kreisen.

Seitens der römisch-katholischen Kirche sind neben dem Bistum Chur auch andere Diözesen betroffen, allenfalls auch Ordensgemeinschaften. Da das Bistum Chur auf die Anhörung jedoch von einer Privatperson aufmerksam gemacht wurde und dies erst zu einem sehr späten Zeitpunkt, der eine Koordination unter den Schweizer Diözesen (Chur, Basel, St. Gallen, Fribourg-Lausanne-Genève, Sion und Lugano) nicht mehr zulies, melden wir uns als einzelne Diözese bei Ihnen, um die von Ihnen gesetzte Frist wahren zu können. Wir können selbstverständlich nur für das Bistum Chur sprechen, weisen Sie aber auf die erwähnten Diözesen hin. Aufgrund der Tatsache, dass das Verhältnis Staat-Kirche in der Schweiz kantonal geregelt ist, kann es gut sein, dass sich in diesen Diözesen die Dinge etwas anders darstellen. Allenfalls könnte es sinnvoll sein, wenn Sie sich dort von sich aus erkundigen würden.

Innert gesetzter Frist erhalten Sie hiermit nachstehende

STELLUNGNAHME

Das Bundesgesetz zur Umsetzung der 2012 revidierten Empfehlungen der Group d'action financière vom 12. Dezember 2014 (Ablauf der Referendumsfrist: 2. April 2015) sieht eine Änderung von SchlT Art. 6b Abs. 2 bis ZGB vor. Dieser Artikel lautet nun wie folgt:

"Kirchliche Stiftungen und Familienstiftungen, die beim Inkrafttreten der Änderung vom 12. Dezember 2014 (Art. 52 Abs. 2) nicht im Handelsregister eingetragen sind, bleiben als juristische Personen anerkannt. Sie müssen die Eintragung im Handelsregister binnen fünf Jahren nach Inkrafttreten vornehmen. Der Bundesrat berücksichtigt bei den Anforderungen an die Eintragung ins Handelsregister die besonderen Verhältnisse der kirchlichen Stiftungen."

Obwohl das Bistum Chur von der Änderung des ZGB überrascht wurde, dies umso mehr als kirchliche Stiftungen – jedenfalls im Bistum Chur – bisher nicht mit Geldwäscherei in Verbindung gebracht wurden, begrüßen wir die Initiative des Gesetzgebers. Denn wenn sich auch der bürokratische und finanzielle Aufwand für die kirchlichen Stiftungen erhöhen wird, bedeutet eine zukünftige Eintragung im Handelsregister zugleich auch eine Stärkung der kirchlichen Stiftungen.

Insbesondere auf die römisch-katholische Kirche trifft zu, dass es eine Vielzahl von sehr alten kirchlichen Stiftungen gibt, welche teilweise über keine Stiftungsurkunde verfügen. Selbst die Kathedralstiftung, in deren Eigentum die aus dem 13. Jahrhundert stammende Kathedrale von Chur steht, erhielt erst am 31. August 1994 ein Stiftungsstatut, und zwar im Hinblick auf die bevorstehende Restauration der Kathedrale.

Sehr viele katholischen Kirchen, Kapellen, Pfarrhäuser sowie weitere, den kirchlichen Zwecken dienende Immobilien stehen im Eigentum solcher altrechtlicher Stiftungen. Die Lage im Bistum Chur ist dabei von Kanton zu Kanton verschieden. In den Kantonen Zürich und Glarus wird es keine Probleme bereiten, eine Handelsregistereintragung in relativ kurzer Zeit vorzunehmen, weil die Stiftungen praktisch alle nach dem Erlass des ZGB errichtet wurden, sowie eigene Stiftungsstatuten und Stiftungsräte haben. Auch im Kanton Schwyz konnte die Lage diesbezüglich in den letzten Jahren, nach der Aufhebung der Einheitsgemeinden, bereinigt werden. In den traditionell katholischen oder paritätischen Kantonen Uri, Obwalden und Graubünden sieht die Lage jedoch weniger günstig aus. Einige Stiftungen verfügen dort zwar über eine eigentliche Stiftungsurkunde sowie einen Stiftungsrat. Viele Stiftungen verfügen aber weder über ein schriftliches Statut, noch haben sie einen vom Kirchgemeindevorstand personell verschiedenen Stiftungsrat. Diese Stiftungen, obwohl sie Rechtspersönlichkeit besitzen und als solche im Grundbuch eingetragen sind, werden von den Kirchgemeindevorständen (Exekutive der staatskirchenrechtlichen Kirchgemeinde) verwaltet, ohne dass diese Eigentümer der Sakralbauten, der Pfarrhäuser und weiterer Immobilien wären.

Dieser besonderen Situation in den traditionell katholischen oder paritätischen Kantonen sollte bei der Umsetzung unbedingt Rechnung getragen werden. Ausserdem ist zu berücksichtigen, dass die Kirchgemeindevorstände und auch manche Stiftungsräte oft von Personen besetzt sind, die mit der Materie sehr bald überfordert sind, insbesondere wenn es um rechtliche Belange geht. Denn diese Personen haben sich in der Regel für ihr Amt zur Verfügung gestellt, um der geistlichen Sendung der Kirche zu dienen. Es kommt hinzu, dass in einer Jahrhunderte alten Pfarrei oft viele Stiftungen bestehen, die man sinnvollerweise zuerst fusionieren muss, da sonst der Aufwand betreffend den Handelsregistereintrag unverhältnismässig würde.

Offenbar hat der Gesetzgeber die besondere Situation der kirchlichen Stiftungen, die insbesondere innerhalb der katholischen Kirche besteht, erkannt und daher im Gesetz festgehal-

ten, dass der Bundesrat bei den Anforderungen an die Eintragung ins Handelsregister die besonderen Verhältnisse der kirchlichen Stiftungen zu berücksichtigen habe.

Die Handelsregisterverordnung soll im Zuge dieser Revision folgenden Wortlaut erhalten:

Art. 94 Abs. 1 Bst. c

Mit der Anmeldung der Errichtung einer Stiftung müssen dem Handelsregisteramt folgende Belege eingereicht werden:

c) gegebenenfalls das Protokoll des obersten Stiftungsorgans über die Bezeichnung der Revisionsstelle oder die Verfügung der Aufsichtsbehörde, wonach die Stiftung von der Pflicht zur Bezeichnung einer Revisionsstelle befreit ist;

Art. 95 Abs. 1 Bst. e

Bei Stiftungen müssen im Handelsregister eingetragen werden:

e. eines der folgenden Daten:

- 1. das Datum der Stiftungsurkunde,*
- 2. das Datum der Verfügung von Todes wegen,*
- 3. bei kirchlichen Stiftungen, bei denen die Errichtung der kirchlichen Stiftung nicht mehr belegt werden kann: das in der öffentlich beurkundeten Bestätigung nach Art. 181 a erklärte Datum der Errichtung der Stiftung;*

Art. 181a Übergangsbestimmungen zur Änderung vom (Datum der Verwaltungsänderung), zu Art. 52 Abs. 2 ZGB in der Fassung vom 12. Dezember 2014

Kirchliche Stiftungen, die beim Inkrafttreten der Änderung von Art. 52 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches vom 12. Dezember 2014 nicht im Handelsregister eingetragen sind, werden auch dann eingetragen, wenn weder die Stiftungsurkunde noch der beglaubigte Auszug aus einer Verfügung von Todes wegen nicht mehr verfügbar ist.

In diesem Fall muss das oberste Stiftungsorgan in einer öffentlichen Urkunde das Bestehen der kirchlichen Stiftung bestätigen. Die öffentliche Urkunde muss enthalten:

- a. Name der Stiftung;*
- b. Sitz und Rechtsdomizil der Stiftung;*
- c. aktenkundiges Datum der Errichtung der Stiftung oder, falls das Datum nicht aktenkundig ist, vermutetes Datum der Errichtung der Stiftung;*
- d. Erläuterung des Stiftungsaktes, aus welchem die Widmung des Vermögens durch den Stifter für einen kirchlichen Zweck hervorgeht;*
- e. Zweck der Stiftung;*
- f. Hinweis auf Dokumente, auf die sich die Angaben nach den Buchstaben c-e stützen;*
- g. Organe der Stiftung und die Art der Verwaltung;*
- h. Mitglieder des obersten Stiftungsorgans;*
- i. Die Vertretung der berechtigten Personen.*

Gemäss der oben zitierten Bestimmung müsste bei kirchlichen Stiftungen ohne Stiftungsstatut das oberste Stiftungsorgan in einer öffentlichen Urkunde das Bestehen der kirchlichen Stiftung bestätigen. Wie erwähnt, gibt es in mehreren zum Bistum Chur gehörenden Kantonen eine Vielzahl von Stiftungen, die über keine schriftliche Stiftungsurkunde und keinen vom Kirchgemeindevorstand verschiedenen Stiftungsrat verfügen. Es amtet also in diesen Fällen der jeweilige Kirchgemeindevorstand als Verwalter und als oberstes Stiftungsorgan. In Graubünden, und wohl auch in anderen Kantonen, finden sich heute zudem immer noch fehlende Grundbucheinträge von römisch-katholischen Kirchengütern oder Falscheintragungen. Auf diese Problematik weist das Kreisschreiben Nr. 9/1996 des Grundbuchinspektorats

Graubünden hin. Seither konnten zwar einige Fälle bereinigt werden, andere werden aber oft erst im Zusammenhang mit einer konkreten Rechtsfrage bemerkt.

Die Erfahrung zeigt zudem, dass viele Kirchgemeindevorstände – wie erwähnt – mit rechtlichen Belangen schnell überfordert sind, und Mühe haben, das kirchliche Stiftungsvermögen vom Eigentum der Kirchgemeinde zu unterscheiden. In vielen Fällen würde daher seitens des obersten Stiftungsorgans gar nichts unternommen. Aus diesem Grund sollte die Verordnung unbedingt vorsehen, dass die kirchliche Stiftungsaufsicht (Bistum) von sich aus tätig werden kann. Denn – wie gesagt – begrüsst ja das Bistum Chur die gesetzliche Neuerung und möchte bei deren Umsetzung behilflich sein. Dazu sollte es aber auch seitens des Gesetzgebers ermächtigt werden.

In diesem Sinne bitten wir Sie, Art. 181a, Abs. 2, der Übergangsbestimmungen wie folgt abzufassen:

"In diesem Fall muss das oberste Stiftungsorgan oder die Stiftungsaufsicht in einer öffentlichen Urkunde das Bestehen der kirchlichen Stiftung bestätigen. Die öffentliche Urkunde muss enthalten:"

a-i.

Aufgrund der Tatsache, dass es – wie erwähnt – in den letzten Jahrzehnten meist aus Unkenntnis zu Falscheintragungen von kirchlichen Immobilien gekommen ist (meist wurde Stiftungsgut auf Kirchgemeinden übertragen), sowie der Tatsache, dass bestehende Stiftungen aufgrund der Verwaltung durch Kirchgemeindevorstände der Stiftungsaufsicht unbekannt sind, solange sie keine grundbuchlich relevanten Geschäfte tätigen, bitten wir um folgende zusätzliche Norm:

Die Grundbuchämter werden verpflichtet, binnen eines Jahres der kirchlichen Stiftungsaufsicht alle Grundbucheintragungen mitzuteilen, welche in unmittelbarem (Stiftungen) und mittelbarem (Kirchgemeinden) Zusammenhang mit der römisch-katholischen Kirche stehen.

Dies würde das Bistum Chur in seinen seit längerem unternommenen Bemühungen unterstützen, in allen Kantonen des Bistums die Errichtung von Stiftungsstatuten zu erreichen, was nicht zuletzt auch dazu dient, die Transparenz zu erhöhen. Deswegen wäre es sehr hilfreich, die erwähnten Informationen seitens der Grundbuchämter zu erhalten.

Wir bitten um eine wohlwollende Prüfung unseres Begehrens. Für Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Mit bestem Dank für die Kenntnisnahme und mit freundlichen Grüßen



Dr. Martin Griching
Generalvikar des Bistums Chur

Kopien: Mitglieder der Schweizer Bischofskonferenz, Fribourg
Herrn RA Dr. Harold Grüniger, Homburger, Zürich
Herrn RA Dr. Robert M. Schwarz, Chur

Beilage: Kreisschreiben Nr. 9/1996 des Grundbuchinspektorats Graubünden



An die
Grundbuchämter
des Kantons Graubünden

Kreisschreiben Nr. 9/1996
Grundbucheintragung der römisch-katholischen Kirchengüter

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Grundbuchinspektorat hat festgestellt, dass bezüglich der Grundbucheintragung von kirchlichen Gütern eine gewisse Unsicherheit bei den einzelnen Grundbuchämtern vorhanden ist. Dies ist darauf zurückzuführen, dass es häufig recht schwierig ist, das Vermögen der Kirchgemeinde vom Vermögen der örtlichen kirchlichen Stiftungen zu unterscheiden, weil vielerorts im Laufe der Zeit eine enge Verflechtung zwischen dem Vermögen der Kirchgemeinde und demjenigen der lokalen Kirchenstiftungen stattgefunden hat. Diese Verflechtung rührt daher, dass zwischen dem Vermögen der Kirchgemeinde und demjenigen der örtlichen kirchlichen Stiftungen früher nicht gehörig unterschieden wurde.

Um diesbezüglich Klarheit zu schaffen, erlässt das Grundbuchinspektorat nach Rücksprache mit dem bischöflichen Ordinariat folgende Richtlinien:

A. Fehlende Eintragung des Kirchenvermögens im Grundbuch

Ist ein kirchliches Grundstück im Grundbuch nicht aufgenommen, bedarf es zur Eintragung ins Grundbuch nach Art. 662 ZGB einer Ersitzungsverfügung durch den Kreispräsidenten. Aus dieser Ersitzungsverfügung ergibt sich der einzutragende Eigentümer. Eine blosser Aufnahmeerklärung analog den Grundstücken der Politischen Gemeinde (vgl. Art. 22 KGBV) ist nicht zulässig.

B. Bestehende Eintragung des Kirchenvermögens im Grundbuch

a) Bestehender Eintrag unklar und Präzisierung zwischen Kirchgemeinde und Stiftung besteht nicht:

Überall dort, wo ein kirchgemeindliches Eigentum nicht nachgewiesen werden kann, sind die kirchlichen Liegenschaften als Stiftungsgut zu betrachten und stehen vermutlich im Eigentum der örtlichen kirchlichen Stiftungen. Kirchgemeinde und kirchliche Stiftung haben einen beurkundeten Bereinigungsvertrag zu unterzeichnen, der zudem vom bischöflichen Ordinariat zu genehmigen ist.

b) Bestehender Eintrag auf den Namen der Kirchgemeinde:

Die Eintragung von aus früherer Zeit stammenden kirchlichen Gütern auf den Namen der Kirchgemeinde dürfte in vielen Fällen ungerechtfertigt sein. Solche Eintragungen wurden öfters in Anlehnung an die Kirchgemeindetheorie und in Verkennung der wahren Rechtsnatur des Kirchenvermögens oder auf Verfügung einer nicht verfügungsberechtigten Person, wie des Kirchgemeindevorstandes bzw. der Kirchenverwaltung vorgenommen.

In Fällen also, wo die Kirchgemeinde zwar als Eigentümerin kirchlicher Vermögen im Grundbuch eingetragen ist, dem Vermögen allerdings altrechtlicher kirchlicher Stiftungscharakter zukommen könnte, ist ebenfalls die oben umschriebene Berichtigung vorzunehmen. In Zweifelsfällen kann stets davon ausgegangen werden, dass die Kirchenstiftung und nicht die Kirchgemeinde Eigentümerin des Kirchenvermögens ist.

Wo allerdings absolut keine Zweifel bestehen, dass die Kirchgemeinde mit eigenen Mitteln ein Grundstück erworben hat oder dort, wo feststeht, dass die Kirchgemeinde auf eigenem Grund und Boden mit wesentlich eigenen Mitteln ein neues Gebäude errichtet hat, ist sie als Eigentümerin anzuerkennen und ihre Grundbucheintragung bleibt bestehen.

c) Bestehender Eintrag auf den Namen der Stiftung:

Ein solcher Eintrag kann grundsätzlich als richtig betrachtet werden.

Ausnahme: Sobald nachgewiesen werden kann, dass das Vermögen nicht durch Stiftungen geschaffen wurde, sondern nur durch Mittel der Kirchgemeinde, ist in gegenseitigem Einvernehmen ein Bereinigungsvertrag (wie oben umschrieben) abzuschliessen.

C. Verfügungsgeschäfte

Bei Verfügungen über kirchliches Vermögen gilt grundsätzlich, dass kirchliche Stiftungen dem ZGB und dem katholischen Kirchenrecht unterliegen, welches bei Verfügungsgeschäften die Zustimmung des bischöflichen Ordinariates verlangt.

Die im vorliegenden Schreiben aufgezeigte Ueberprüfung des Grundbucheintrages und eine allfällige Berichtigung ist bei der Grundbucheinführung oder bei einem konkreten Rechtsgeschäft der Kirchgemeinde oder der kirchlichen Stiftung vorzunehmen.

Mit freundlichen Grüßen

GRUNDBUCHINSPEKTORAT
GRAUBÜNDEN


B. Trauffer



BISCHÖFLICHES ORDINARIAT
CH-7000 CHUR

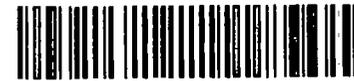
28.08.15 18:04
CH - 7002
Chur 2 Postplatz

CHF 6:00



A
STANDARD
0.048 kg
DIE POST

R



Recommandé 98.00.700200 02132194

Einschreiben

Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3

3003 Bern

Département fédéral des finances
Secrétariat général
Service juridique
Bundesgasse 3
3003 Berne

regulierung@gs-efd.admin.ch

Paudex, le 31 août 2015
ASN/ra

Ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (OBA)

Procédure d'audition

Madame, Monsieur,

Nous avons pris connaissance avec intérêt de l'objet cité sous rubrique, qui a retenu toute notre attention, et nous permettons de vous faire part de notre position à ce sujet.

Au printemps 2013, nous avons souscrit, dans le cadre de la consultation portant sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), à la volonté des autorités suisses de mener une lutte efficace contre l'utilisation abusive des marchés financiers à des fins criminelles afin de favoriser le maintien de la réputation de la place financière helvétique et d'améliorer les conditions-cadres. Nous constatons que les propositions de révision de l'ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (OBA) concrétisent, pour l'essentiel, les recommandations révisées du GAFI.

En particulier les devoirs spécifiques de diligence et de communication incombant aux négociants, qui renoncent à recourir à un intermédiaire financier pour toute transaction en espèces excédant 100'000 francs, nous paraissent proportionnés quand bien même il eut été plus approprié, à notre sens, d'imposer des obligations différentes en cas de vente mobilière – où les paiements cash sont relativement courants, y compris pour les biens de luxe (montres, bijoux, voitures, etc.) – ou dans le cadre de transactions immobilières où le prix d'achat des objets mis en vente n'est que très rarement inférieur à 100'000 francs.

Nous saluons par ailleurs une nouvelle fois la décision du Département fédéral des finances de renoncer à assujettir aux obligations de diligence et de communication, lors de transactions en espèces pour un montant de plus de 100'000 francs, les courtiers au sens des articles 412 et suivants CO ainsi que les notaires.

Route du Lac 2
1094 Paudex
Case postale 1215
1001 Lausanne
T +41 58 796 33 00
F +41 58 796 33 11
info@centrepatronal.ch

Kapellenstrasse 14
Postfach 5236
3001 Bern
T +41 58 796 99 09
F +41 58 796 99 03
cpbern@centrepatronal.ch

www.centrepatronal.ch

En outre, l'article 2 al. 3 litt.a ch. 4 OBA du projet mis en consultation dispose que ne sont pas des intermédiaires financiers les personnes qui exercent par des fondations du 3^{ème} pilier A d'institutions de prévoyance. Afin d'éviter tout flou juridique, il nous paraît nécessaire de prévoir expressément à l'art. 2 al. 3 litt.a, OBA que les employeurs ou les associations patronales agissant pour leurs propres institutions de prévoyance ne sont pas non plus considérés comme des intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 3 LBA.

Pour le surplus, nous n'avons pas de remarques à formuler et nous déclarons dès lors favorables au projet d'ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme faisant l'objet de la présente procédure d'audition.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente et vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos salutations distinguées.

Centre Patronal



Anne-Sophie Narbel

CP

Centre Patronal

31.08.15

CH 1001
Lausanne

739567

001.00

A

STANDARD



LAPOSTE 

Département fédéral des finances
Secrétariat général
Service juridique
Bundesgasse 3
3003 Berne

regulierung@gs-efd.admin.ch

Per E-Mail

(regulierung@gs-efd.admin.ch)

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

CMS von Erlach Poncet AG
Dreikönigstrasse 7
Postfach
8022 Zürich
Schweiz

T +41 44 285 11 11
F +41 44 285 11 22

www.cms-vep.com

Dr. Kaspar Landolt, LL.M.
Rechtsanwalt
kaspar.landolt@cms-vep.com

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

9. September 2015

73400/17/gw/01978681.docx

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 9. Juli 2015, mit dem Sie die interessierten Kreise eingeladen haben, zum Entwurf der GwV Stellung zu nehmen.

Gerne nehmen wir hiermit diese Gelegenheit wie folgt wahr, wobei wir unsere Stellungnahme auf Art. 2 beschränken:

A. Art. 2 Abs. 1 Bst. a Entwurf GwV

1. Nach Art. 2 Abs. 1 Bst. a soll die GwV für "Finanzintermediäre nach Artikel 2 Absatz 3 GwG mit Sitz oder Wohnsitz in der Schweiz [gelten], auch wenn sie ihre Dienstleistungen ausschliesslich im Ausland erbringen". Dieser, von der VBF übernommenen Bestimmung fehlt es an der gesetzlichen Grundlage. So hat das Bundesgericht in seinem Entscheid vom 9. Februar 2006 (2A.91/2005), E. 5.2, zum räumlichen Anwendungsbereich des GwG folgendes festgehalten (Hervorhebungen hinzugefügt):

Entscheidend ist nicht, wo der Finanzintermediär seinen Wohnsitz oder Sitz hat, wo sein Geschäftspartner domiziliert ist oder wo sich die fraglichen Vermögenswerte befinden, sondern wo der Finanzintermediär die vom Geldwäschereigesetz erfasste Tätigkeit ausübt ([...]). Bei grenzüberschreitenden Finanzdienstleistungen muss dieser Ort im Einzelfall aufgrund der konkreten Umstände bestimmt werden ([...]). Dafür ist jeweils mit Blick auf den Gesetzeszweck (Verhinderung der Umgehung der aufsichtsrechtlichen Kontrolle und Schutz des Finanzplatzes) zu prüfen, ob die ausgeübte Finanzintermediation einen hinreichend engen Bezug zur Schweiz

Eingetragen im Anwaltsregister.

CMS von Erlach Poncet AG ist Mitglied von CMS, dem Verbund europäischer Anwaltskanzleien. In bestimmten Fällen dient CMS als Marken- oder Firmenname einzelner beziehungsweise aller Mitgliedskanzleien. Weitere Informationen finden Sie unter www.cmslegal.com.

CMS Standorte: Aberdeen, Algier, Amsterdam, Antwerpen, Barcelona, Belgrad, Berlin, Bratislava, Bristol, Brüssel, Budapest, Bukarest, Casablanca, Dubai, Düsseldorf, Edinburgh, Frankfurt/Main, Genf, Glasgow, Hamburg, Istanbul, Kiew, Köln, Leipzig, Lissabon, Ljubljana, London, Luxemburg, Lyon, Madrid, Mailand, Mexiko-Stadt, Moskau, München, Muskat, Paris, Peking, Podgorica, Prag, Rio de Janeiro, Rom, Sarajevo, Sevilla, Shanghai, Sofia, Strassburg, Stuttgart, Tirana, Utrecht, Warschau, Wien, Zagreb und Zürich.

hat, der es rechtfertigt, sie der hiesigen Geldwäschereigesetzgebung zu unterstellen. Dies ist regelmässig dann der Fall, wenn sie *überwiegend hier ausgeübt* wird, auch wenn gewisse operationelle oder Backoffice-Aktivitäten im Ausland erfolgen (vgl. BGE 130 II 351 E. 5.3.2).

2. Hat mithin das Bundesgericht entschieden, dass es für den räumlichen Anwendungsbereich des GwG nicht darauf ankommt, wo der Finanzintermediär seinen Wohnsitz oder Sitz hat, sondern wo er seine Finanzintermediationstätigkeit überwiegend ausübt, geht es nicht an, auf dem Verordnungsweg das Gegenteil festzulegen (in diesem Sinne auch FINMA Rundschreiben 2011/1 Finanzintermediation nach GwG, Note 28: "Im Ausland eingetragene Zweigniederlassungen oder Filialen einer Schweizer Gesellschaft sind grundsätzlich dem GwG nicht unterstellt. Unter Umständen wird die finanzintermediäre Tätigkeit der ausländischen Zweigniederlassung oder Filiale der Schweizer Gesellschaft zugerechnet, wenn die Tätigkeit überwiegend in der Schweiz ausgeübt wird, auch wenn gewisse operationelle Tätigkeiten oder Backoffice-Aktivitäten im Ausland erfolgen [BGE 2A.91/2005]").

3. Im Sinne des zitierten Bundesgerichtsentscheides müsste Bst. a deshalb wie folgt umformuliert werden:

¹Diese Verordnung gilt für:

- a. Finanzintermediäre nach Artikel 2 Absatz 3 GwG, die überwiegend in der Schweiz [oder von der Schweiz aus] tätig sind;

4. Als "Kompromiss" liesse sich vorstellen, das Wort "überwiegend" im obigen Formulierungsvorschlag wegzulassen (womit die Bestimmung auch mit dem Entwurf von Art. 2 Abs. 1 Bst. c übereinstimmen würde).

B. Art. 2 Abs. 1 Bst. b Entwurf GwV

5. Gemäss Erläuterungsbericht soll mit Art. 2 Abs. 1 Bst. b die Regelung der grenzüberschreitenden Tätigkeit an die Regelung bei den Banken (und Effektenhändler) angeglichen werden. Dies ist grundsätzlich zu begrüssen, doch sollte diese Angleichung zur Vermeidung von unnötigen Differenzen konsequent umgesetzt werden:
- a) Wie in Art. 2 Abs. 2 ABV-FINMA und Art. 39 Abs. 1 Bst. a BEHV ist auch in Art. 2 Abs. 1 Bst. b GwV eine *dauernde* Beschäftigung in der Schweiz vorauszusetzen,
- b) während im Gegenzug der dann obsoletere Abs. 2 von Art. 2 GwV gestrichen werden kann.

C. Art. 2 Abs. 1 Bst. c Entwurf GwV

6. Hier würde eine kaum begründbare Differenz zu Art. 2 Abs. 1 Bst. a geschaffen, die – wie oben vorgeschlagen – dadurch auszuräumen ist, indem Bst. a im Sinne von Bst. c umformuliert wird.

Gerne laden wir Sie ein, unsere obigen Überlegungen bei der definitiven Formulierung der GwV zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüßen

CMS von Erlach Poncet AG



Dr. Kaspar Landolt

Eidg. Finanzdepartment EFD
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst
Bernerhof 3
3003 Bern

9. September 2015

Geldwäschereiverordnung (GwV) – Stellungnahme economiessuisse

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 9. Juli 2015 haben Sie uns eingeladen, zu oben genanntem Geschäft Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit der Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens. economiessuisse hat bei den Mitgliedern – bestehend aus 100 Branchenverbänden, 20 kantonalen Handelskammern sowie grösseren Einzelunternehmen – eine Konsultation durchgeführt und nimmt gestützt auf deren Antworten aus einer gesamtwirtschaftlichen Sicht wie folgt Stellung:

Zusammenfassung

Für die Unternehmen in der Schweiz ist die Notwendigkeit einer glaubwürdigen Bekämpfung der Geldwäscherei entsprechend dem internationalen Rahmen unbestritten. Dies erfordert insbesondere auch eine konforme Umsetzung der Empfehlungen GAFI. Regelungen zur Umsetzung dürfen nicht über die im Jahr 2012 revidierten Empfehlungen der GAFI oder weitere international anerkannte Standards hinausgehen. Übermässige Einschränkungen zu Lasten der Wirtschaft sind zu verhindern.

Als Folge der Teilrevision der Empfehlungen der GAFI im Jahr 2012 und der entsprechenden Revision des Bundesgesetz über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (GwG) im Dezember 2014 - welche wir aus dem oben erwähnten Grund grundsätzlich begrüssen - wurde auch eine Anpassung der Geldwäschereiverordnung (nachfolgend **E-GwV**) erforderlich. economiessuisse unterstützt die bedarfsgerechte Umsetzung der Geldwäschereigesetzgebung auf Verordnungsstufe, soweit dies im Zusammenhang mit den jüngsten Anpassungen am GwG erforderlich ist. **Gesamthaft erscheinen die in der E-GwV vorgenommenen Anpassungen, Spezifizierungen und Abstimmungen mit dem neuen Gesetz als sachgerecht und angemessen. In einigen Punkten sind aber Klarstellungen, Präzisierungen sowie Streichungen erforderlich.**

1 Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden

Der Entwurf schlägt in Art. 13 Abs. 1 lit. c E-GwV eine massive Ausdehnung der Amtshilfe mit ausländischen Behörden vor. Eine solche Ausdehnung bedarf einer gesetzlichen Grundlage, die so aber nicht existiert. Im Erläuterungsbericht wird zwar ausgeführt, die Regelung sei angesichts der umfassenden Amtshilfeverordnung in Art. 29 Absätze 2bis und 2^{ter} nGwG anzupassen. Diese Bestimmungen behandeln aber die Zusammenarbeit mit **inländischen Behörden**. Für eine Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden gelten weiterhin die Art. 30 bis 32 GwG, welche in den hier interessierenden Fragen aber gerade nicht geändert werden. Art. 13 Abs. 1 lit. c E-GwV hat daher gestrichen zu werden.

2 Konsistenz mit Schwesterverordnungen und Rundschreiben

Der Katalog der finanzintermediären Tätigkeiten der GwV entspricht im Wesentlichen demjenigen der Verordnung über die berufsmässige Ausübung der Finanzintermediation (VBF). Es sollte die Gelegenheit dahingehend genutzt werden, den Katalog im Lichte des FINMA-Rundschreibens 2011/1, welches zahlreiche Präzisierungen zu GwG-Unterstellungsfragen enthält, zu ergänzen. Insbesondere aus Gründen der Rechtssicherheit sollte eine Integration dieses Rundschreibens in die GwV erfolgen.

3 Sitzgesellschaften

Die Definition der Sitzgesellschaften hat mit derjenigen in Art. 2 lit. a GwV-FINMA abgestimmt zu werden. Die in Art. 2 lit. a, Ziff. 1 und 2 GwV-FINMA enthaltenen Negativabgrenzungen zu den Holdinggesellschaften haben übernommen zu werden, damit unterschiedliche Qualifikationen der Holdinggesellschaften ausgeschlossen werden können.

4 Bruttoerlös für Berufsmässigkeit

economiesuisse begrüsst die Erhöhung der Schwelle des Bruttoerlöses als eines der Kriterien für die Bejahung der Berufsmässigkeit der Finanzintermediation von CHF 20'000 auf CHF 50'000. Eine berufsmässige Tätigkeit für nahestehende Personen sollte jedoch nicht anders behandelt werden (vgl. Art. 9 und Art. 7 Abs. 4 VBF) und die Schwelle von CHF 20'000 bei nahestehenden Personen ebenfalls angehoben werden.

5 Nahestehende Personen

In den Katalog der nahestehenden Personen unter Art. 7 Abs. 5 E-GwV ist im Sinne einer Anpassung an die heutigen gesellschaftlichen Verhältnisse „*die Konkubinatspartnerin oder der Konkubinatspartner*“ aufzunehmen.

6 Sorgfaltspflichten der Händler

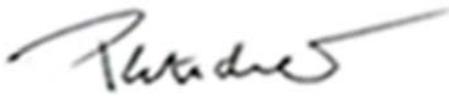
Die Sorgfaltspflichten der Händler gemäss Art. 13 ff. E-GwV stimmen nicht mit denjenigen der Finanzintermediäre gemäss GwV-FINMA übereinstimmen. Teilweise gehen die Sorgfaltspflichten der Händler weiter als diejenigen der Finanzintermediäre. Barzahlung kann auch nach einem vorgängigen schriftlichen oder öffentlich beurkundeten Vertragsabschluss erfolgen. Es macht keinen Sinn, in solchen Fällen den Erfüllungsgehilfen bei der Barzahlung auch noch zu identifizieren. Vielmehr sind die Vertragspartei und ggf. deren Stellvertreter im Rahmen des Vertragsabschlusses zu identifizieren.

Unterschiedliche Sorgfaltspflichtensysteme für Finanzintermediäre und Händler können zu unnötigen Verwirrungen führen. Die Sorgfaltspflichten der Händler sind an diejenigen der Finanzintermediäre gemäss GwV-FINMA anzugleichen und branchenspezifische Erleichterungen vorzusehen (z.B. Anhaltspunkte für risikobehaftete Transaktionen).

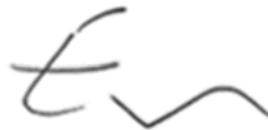
Was weitere und detaillierte Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen des Entwurfes der Verordnung sowie der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei angeht (E-MGwV) angeht, so verweisen wir auf die Eingaben der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) und des Forum SRO. Den entsprechenden Ausführungen in den jeweiligen Stellungnahmen schliessen wir uns an.

Wir danken Ihnen im Voraus für eine wohlwollende Prüfung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Thomas Pletscher
Mitglied der Geschäftsleitung



Erich Herzog
Stv. Leiter Wettbewerb & Regulatorisches

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Per E-Mail an: regulierung@gs-efd.admin.ch

Zürich, 9. September 2015

Stellungnahme zum Entwurf einer Verordnung über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Entwurf Geldwäschereiverordnung, E-GwV)

Sehr geehrter Herr Roth, sehr geehrte Damen und Herren

Unserem Verband gehören neben den grossen Wirtschaftsprüfungsunternehmen rund 900 mittelgrosse und kleine Treuhand- und Revisionsunternehmen an. Unsere Mitglieder sind durch die vorgesehene Geldwäschereiverordnung und die Änderungen im GwG unmittelbar betroffen, da vorgesehen ist, dass beauftragte Wirtschaftsprüfer bzw. die Revisionsstellen die Einhaltung der geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten zu prüfen haben.

Unser Berufsstand ist gerne bereit einen Beitrag zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung zu leisten. Weder im Gesetz noch im Verordnungsentwurf wird jedoch näher definiert, wie die Prüfung durchgeführt und die Berichterstattung über die Einhaltung der Sorgfaltspflichten bei der Händlerin / dem Händler erfolgen soll. Auch im Erläuterungsbericht wird nicht näher darauf eingegangen. In diesem Zusammenhang ist es für die Revisionsbranche jedoch wichtig zu wissen, welches Zusicherungsniveau Ihrerseits erwartet oder als sachgerecht empfunden wird. Im revidierten Art. 15 GwG wird einzig festgehalten, dass die Revisionsstelle die Einhaltung der Sorgfaltspflichten nach GwG prüft und darüber

einen Bericht zuhanden des verantwortlichen Organs der geprüften Händlerin / des geprüften Händlers verfasst. Diese im Auftrag der Händlerin / des Händlers vorzunehmende Prüfung kann insoweit in Analogie zu einer eingeschränkten Revision (mit einer negativ formulierten Prüfungsaussage) oder analog einer ordentlichen Revision (mit einem positiv formulierten Prüfungsurteil) ausgestaltet werden. Je nach Zusicherungsgrad wäre das konkrete Prüfungsvorgehen entsprechend unterschiedlich und zu definieren. Über diese Grundsatzfrage hinaus ergeben sich für uns u.a. folgende weitere Fragestellungen respektive haben wir nachfolgendes Verständnis des Prüfungsauftrags, welcher unserem Berufstand übertragen wird:

- Die Pflicht der Händlerin oder des Händlers nach Artikel 15 GwG, eine Revisionsstelle zu beauftragen, besteht unabhängig von der Pflicht, die Jahres- und gegebenenfalls die Konzernrechnung prüfen zu lassen (Art. 22 Abs. 1 E-GwV). Damit ist u.E. klargelegt, dass die Prüfung nach GwG - für den Fall, dass eine Revisionsstelle im Handelsregister eingetragen ist - ebenfalls als zusätzliches Mandat zu verstehen ist und die GwG-Prüfung insoweit keine blosse Erweiterung der Aufgaben der (obligationenrechtlichen) Revisionsstelle darstellt. Insoweit hat die Revisionsstelle nicht die Pflicht im Rahmen der Jahresabschlussprüfung, die ohnehin einen anderen Zweck verfolgt, aktiv nach GwG-relevanten Handelsgeschäften (Bartransaktionen) Ausschau zu halten.
- Uns stellt sich in diesem Zusammenhang auch die Frage nach dem für die Prüfung und Berichterstattung massgeblichen Betrachtungszeitraum. Handelt es sich hierbei um das gesamte Geschäftsjahr, in welchem die konkrete Transaktion (Handelsgeschäft von mehr als 100 000 CHF in bar) zu verzeichnen ist?
- Ebenfalls stellt sich für uns die Frage nach den anzuwendenden Übergangsbestimmungen. Ist eine Prüfung erstmals für Geschäftsjahre beginnend am 1. Januar 2016 oder danach durchzuführen und darüber Bericht zu erstatten? Oder hat eine solche Prüfung bereits ab Inkrafttreten der Verordnung und damit auch für Geschäftsjahre beginnend vor diesem Zeitpunkt zu erfolgen, sofern das entsprechende Geschäftsjahr nach dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der Verordnung endet?
- Abschliessend sei der Hinweis erlaubt, dass wir der Auffassung sind, dass sich die sog. unverzügliche Meldung an die Meldestelle bei begründetem Verdacht gemäss Art. 15 Abs. 5 auf die Ergebnisse der jährlich durchzuführenden Prüfung stützt. Insoweit besteht für die gewählte Revisionsstelle oder das beauftragte Revisionsunternehmen unterjährig keine weitere aktive Prüfungspflicht, was im Übrigen auch nicht praktikabel wäre.

Wie eingangs erwähnt, sind wir gerne bereit einen Beitrag zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung zu leisten. Dies bedingt jedoch, dass wir die Intention des Verordnungsgebers besser verstehen. Wir stehen daher gerne für ein Gespräch zur Verfügung, um einen Abgleich Ihrer Vorstellungen und Erwartungen mit unseren Dienstleistungsmöglichkeiten vorzunehmen.

In Erwartung Ihrer diesbezüglichen Kontaktaufnahme verbleiben wir

mit freundlichen Grüßen

EXPERTsuisse



Dr. Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung



Sergio Ceresola
Mitglied der Geschäftsleitung



Secrétariat général

regulierung@gs-efd.admin.ch

Secrétariat général de DFF

Service juridique
M. Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne

Genève, le 9 septembre 2015
3414/TE - FER no 51-2015

Ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Ordonnance sur le blanchiment d'argent, OBA)

Madame, Monsieur,

Nous nous permettons de vous faire parvenir ci-après notre prise de position concernant le projet de nouvelle ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA).

D'une manière générale, notre Fédération salue le renforcement des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui s'inscrit dans la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière GAFI révisées en 2012. Le Conseil fédéral ne fait ici qu'exécuter par voie d'ordonnance les modifications de la loi sur le blanchiment d'argent et du code civil décidées par le Parlement en décembre 2014.

L'ordonnance définit notamment de nouvelles obligations de diligence et de communication des négociants qui reçoivent des sommes supérieures à 100'000 francs en espèces dans le cadre de leur activité de négoce (ventes mobilières et immobilières).

Les négociants devront donc à l'avenir s'adapter à leur nouvel assujettissement à la LBA s'ils ne veulent pas renoncer aux transactions en espèces de plus de 100'000 CHF. Ils devront respecter certaines exigences réservées auparavant aux seuls intermédiaires financiers et s'assurer de se conformer à leurs nouvelles obligations s'ils ne veulent pas engager leur responsabilité pénale.

Près de 6600 entreprises sont potentiellement concernées par ces nouvelles obligations notamment dans les secteurs de l'horlogerie, bijouterie en magasin spécialisé, le commerce de détail de véhicules automobiles, le commerce d'objets d'art ainsi que le commerce immobilier.

Sans minimiser l'importance de la lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme, on peut toutefois regretter le fait que les nouvelles obligations qui incombent aux négociants (notamment documentation complète sur l'ayant droit économique) représenteront inévitablement des charges administratives et donc des frais supplémentaires pour ceux-ci.

Outre ces nouvelles dispositions, la nouvelle ordonnance n'appelle pas de commentaire particulier de notre part.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre réponse, nous vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Delphine Trunde-Jaccard
Directrice adjointe politique générale
FER Genève

Einschreiben / per E-Mail vorab

Eidg. Finanzdepartement EFD
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst
Bernerhof
3003 Bern

Zug, 8. September 2015

Stellungnahme zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen Bezug auf Ihr Schreiben vom 9. Juli 2015, mit welchem Sie das Forum SRO zur Einreichung einer Stellungnahme zu oben genannter Angelegenheit eingeladen haben.

Das Forum SRO ist ein im Handelsregister des Kantons Zürich eingetragener Verein. Seine Mitglieder sind derzeit 10 Selbstregulierungsorganisationen (SRO) gemäss Geldwäschereigesetz, deren 9 ordentliche Mitglieder von der FINMA und ein assoziiertes Mitglied von der Eidgenössischen Spielbankenkommission beaufsichtigt werden. Zweck des Vereins ist es unter anderem, sich im Rahmen von Vernehmlassungen für die Belange der Mitglieder im Rahmen ihrer Tätigkeit als SRO einzusetzen. Für weitere Informationen steht Ihnen unsere Homepage www.forum-sro.ch zur Verfügung.

Gerne nehmen wir wie folgt Stellung und stellen folgende Anträge:

1. Integration des FINMA-Rundschreibens 2011/1 in die GwV

Der Katalog der finanzintermediären Tätigkeiten der GwV entspricht, bis auf wenige minimale redaktionelle Anpassungen, demjenigen der VBF. Dabei wurde die Gelegenheit nicht wahrgenommen, den Katalog im Lichte des FINMA-Rundschreibens 2011/1, welches zahlreiche Präzisierungen zu GwG-Unterstellungsfragen enthält, zu ergänzen. Aufgrund der niedrigen Stufe eines FINMA-Rundschreibens (weder Gesetz im formellen, noch im materiellen Sinne, ferner im Einzelfall gerichtlich anfechtbar [vgl. Botschaft zu Art. 7 Abs. 1 FINMAG]) wäre eine Integration des FINMA-Rundschreibens 2011/1 in die GwV aus Gründen der Rechtssicherheit geboten.

Dies vor allem deshalb, weil der Bundesrat gemäss Art. 41 Abs. 2 GwG (welcher in der Revision 2015 unverändert blieb) die FINMA sowie die Eidgenössische Spielbankenkommission lediglich ermächtigen kann, in Belangen von beschränkter Tragweite, namentlich in vorwiegend technischen Angelegenheiten Ausführungsbestimmungen zu erlassen. Aus den Materialien zu dieser Gesetzesbestimmung ergibt sich mit aller Deutlichkeit, dass gerade Unterstellungsfragen an die damals im Bereich der Finanzintermediäre gemäss Art. 2 Abs. 3 GwG zuständige Eidgenössische Kontrollstelle und damit auch deren Rechtsnachfolgerin FINMA nicht delegiert werden können (vgl. z.B. Botschaft zu Art. 41 GwG in BBl. 2007, S. 6288).

Die FINMA schiebt aus diesem Grunde zunehmend den Selbstregulierungsorganisationen („SRO“) den Entscheid über konkrete Unterstellungsfragen von bei ihnen angeschlossenen Finanzintermediären zu, prüft dann aber im Rahmen der Marktaufsicht dennoch vorfrageweise, ob und wie eine bestimmte Tätigkeit dem GwG unterstellt ist oder nicht. Diese Situation führt zwingend zu positiven oder negativen Kompetenzkonflikten, Einzelfälle von unterschiedlichen Entscheiden sind bereits bekannt. Ganz abgesehen davon, dass die SRO jedenfalls nicht zuständig sein können, generell abstrakte Regeln zu Unterstellungsfragen zu erlassen, so sind sie im Bereiche von individuell konkreten Entscheiden über eine Unterstellung der Tätigkeiten eines von ihnen beaufsichtigten Finanzintermediärs entweder autonom unter Ausschluss gegenteiliger Entscheide der FINMA im Rahmen der Marktaufsicht zuständig, oder aber es muss eine Möglichkeit zur Lösung von solchen Kompetenzkonflikten geschaffen werden, notfalls durch den Gesetzgeber. Dabei geht es nicht um eine Konfliktlösung zwischen FINMA und SRO, sondern schlechterdings um Rechtssicherheit für die Finanzintermediäre. Einem solchen kann die FINMA die Tätigkeit verbieten, falls sie ihn als illegal tätig ansieht, obwohl die SRO, bei der er angeschlossenen ist, die Tätigkeit als nicht unterstellt beurteilt. Umso mehr wären mindestens in einem ersten Schritt mögliche Unklarheiten so weit als möglich auszuräumen.

Das Forum SRO beantragt deshalb eine Überarbeitung der Artikel 3 bis 6 im Lichte des FINMA-Rundschreibens 2011/1.

2. Zu Art. 6 Abs. 2 E-GwV; Sitzgesellschaften

Die Definition der Sitzgesellschaften stimmt mit jener in Art. 2 lit. a GwV-FINMA überein. Es wäre jedoch wünschenswert, wenn auch die in Art. 2 lit. a, Ziff. 1 und 2 GwV-FINMA enthaltenen Negativabgrenzungen zu den Holdinggesellschaften übernommen würden, um unterschiedliche Qualifikationen der letzteren auszuschliessen.

Das Forum SRO beantragt deshalb, Art. 6 Abs. 2 E-GwV wie folgt zu ergänzen:

„... Nicht als Sitzgesellschaften gelten Gesellschaften, die:

1. die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen,
2. die Mehrheit der Beteiligungen an einer oder mehreren operativ tätigen Gesellschaften halten, um diese durch Stimmenmehrheit oder auf andere Weise unter einheitlicher Leitung zusammenzufassen und deren Zweck nicht hauptsäch-

lich in der Verwaltung von Vermögen Dritter besteht (Holding- und Subholdinggesellschaften). Dabei muss die Holding- oder Subholdinggesellschaft ihre Leitungs- und Kontrollmöglichkeiten auch tatsächlich ausüben."

3. Zu Art. 7 Abs. 1 lit. a und Abs. 4 sowie Art. 9 E-GwV; Bruttoerlös für Berufsmässigkeit

Das Forum SRO begrüsst die Erhöhung der Schwelle des Bruttoerlöses als eines der Kriterien für die Bejahung der Berufsmässigkeit der Finanzintermediation von 20'000 auf 50'000 Franken.

Nicht nachvollziehbar ist jedoch, dass in Art. 9 E-GwV neu eine berufsmässige Tätigkeit für nahestehende Personen anders behandelt wird (vgl. Art. 9 und Art. 7 Abs. 4 VBF), indem die Schwelle von 20'000 Franken bei nahestehenden Personen beibehalten wird (Art. 9 E-GwV).

Das Forum SRO beantragt deshalb, den Wortlaut von Art. 9 E-GwV durch denjenigen von Art. 9 VBF zu ersetzen, damit wiederum für beide Sachverhalte die gleiche Regelung gilt.

4. Zu Art. 7 Abs. 5 E-GwV; nahestehende Personen

In den Katalog der nahestehenden Personen ist im Sinne einer Anpassung an die heutigen gesellschaftlichen Verhältnisse „die Konkubinatspartnerin oder der Konkubinatspartner“ aufzunehmen.

5. Zu Art. 11 E-GwV; Wechsel zur berufsmässigen Tätigkeit

Das Forum SRO begrüsst die Neuerung, nach welcher beim Wechsel zur berufsmässigen Tätigkeit zur Wahrung der zweimonatigen Frist auch eine Gesuchstellung bei der SRO genügt und nicht der Anschluss an die SRO innerhalb der zwei Monate erfolgt sein muss. Dies erleichtert unter Umständen den Beitritt zu einer SRO anstelle einer Direktunterstellung bei der FINMA erheblich.

6. Zu Art. 12 E-GwV; Austritt und Ausschluss aus einer SRO

Das Forum SRO begrüsst auch die Regelung bei einem Austritt oder Ausschluss eines FI bei einer resp. durch eine SRO ausdrücklich. Klare Fristen und die ausdrückliche Gestattung der Fortsetzung der Tätigkeit im bisherigen Umfang erscheinen sachgerecht.

Allerdings wäre es sinnvoll, in diesem Zusammenhang auch die Pflicht des FI zur weiteren Kooperation mit der bisherigen SRO im Rahmen der dort vorgesehenen Prüftätigkeit zu regeln. So bestehen Regelungen bei den SRO darüber, dass der austretende resp. ausgeschlossene FI noch einen Prüfbericht bis zum Tag des Austritts resp. des Ausschlusses einzureichen hat. Es stellt sich die Frage, ob solche Bestimmungen vereinsrechtlich zulässig sind, die dem ausgetretenen resp. ausgeschlossenen Mitglied resp. angeschlossenen FI noch Pflichten auferlegen für die Zeit, in welcher er nicht mehr Mitglied resp. an der SRO angeschlossen ist. Jedenfalls kann die bisherige SRO den FI nicht mehr sanktionieren, weshalb sie berechtigt sein muss, das Resultat ihrer Beurteilung des letzten Prüfberichtes

des FI im Falle einer Direktunterstellung der FINMA oder sonst der neuen SRO mitzuteilen.

Das Forum SRO beantragt deshalb, Art. 12 E-GwV mit einem neuen Absatz 2a wie folgt zu ergänzen:

„^{2a} Er hat der bisherigen SRO innerhalb einer von dieser angesetzten Frist einen Prüfbericht über das laufende Geschäftsjahr bis zum Zeitpunkt seines Austretens resp. Ausschlusses nach dem Standard der SRO einzureichen. Die bisherige SRO ist berechtigt, ihre Beurteilung dieses Prüfberichtes im Falle einer Direktunterstellung der FINMA und im Übrigen der SRO mitzuteilen, an die sich der FI neu angeschlossen hat.“

7. Zu Art. 13 E-GwV; Händlerinnen und Händler; Subsidiaritätsprinzip

Im Erläuterungsbericht zur Vorlage (Ziffer 2.4 Absatz 2, S. 7/23) wird zu Recht darauf hingewiesen, dass die Sorgfaltspflichten für Händler insofern subsidiär anwendbar sind, als Finanzintermediäre immer die ihnen obliegenden Sorgfaltspflichten aus dem GwG bzw. der GwV-FINMA oder Reglemente der SRO zu erfüllen haben, auch wenn sie neben der Finanzintermediation Handel im Sinne von Art. 8a nGwG i.V.m. Art. 13 ff. E-GwV treiben und Barbeträge über 100'000 Franken entgegennehmen. Dieser Grundsatz ist zur Klarheit für den Rechtsunterworfenen in die GwV zu übernehmen.

Das Forum SRO beantragt deshalb, Art. 13 mit einem Absatz 2 wie folgt zu ergänzen:

„² Ein der FINMA unterstellter oder einer SRO angeschlossener Finanzintermediär hat die ihm aus dieser Unterstellung resp. dem Anschluss an eine SRO resultierenden Sorgfaltspflichten zu erfüllen und untersteht den speziellen Sorgfaltspflichten der Händlerinnen und Händler nicht, auch wenn er nebst der berufsmässigen Finanzintermediation Handel treibt und dabei 100'000 Franken in bar entgegennimmt.“

8. Zu Art. 13 ff. E-GwV; Sorgfaltspflichten der Händler

Festzustellen ist, dass die Sorgfaltspflichten der Händler gemäss Art. 13 ff. GwV nicht mit denjenigen der Finanzintermediäre gemäss GwV-FINMA übereinstimmen. Es gilt ein anderes System und teilweise gehen die Sorgfaltspflichten der Händler über diejenigen der Finanzintermediäre hinaus. So zum Beispiel bei der Regelung der Identifikation des Stellvertreters bei der Abwicklung des Kaufgeschäfts (vgl. den Wortlaut von Art. 17 Abs. 1 E-GwV). Gedacht ist wahrscheinlich an das mündlich abgeschlossene Zug-um-Zug-Geschäft, welches sofort erfüllt wird (z.B. Barkauf eines Occasion-Lastwagens auf Platz). Barzahlung kann aber auch nach einem vorgängigen schriftlichen oder öffentlich beurkundeten Vertragsabschluss erfolgen. Es macht aber keinen Sinn, in solchen Fällen den Erfüllungsgehilfen bei der Barzahlung auch noch zu identifizieren. Vielmehr ist die Vertragspartei und ggf. deren Stellvertreter im Rahmen des Vertragsabschlusses zu identifizieren.

Sodann fehlt bei der Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten der Hinweis, dass notfalls die geschäftsführende Person festzustellen ist. In Art. 18 Abs. 2

lit. b E-GwV sind nur die ersten beiden Stufen der in Art. 2a Abs. 3 nGwG festgehaltenen Dreierkaskade enthalten. Auch dies ohne nähere Begründung im Erläuterungsbericht.

Es ist kein Grund ersichtlich, weshalb unterschiedliche Sorgfaltspflichtensysteme für Finanzintermediäre und Händler vorgesehen werden sollen. Im Gegenteil kann dies zu unnötigen Verwirrungen führen. Deshalb sind die Sorgfaltspflichten der Händler analog dem europäischen regulatorischen Umfeld an diejenigen der Finanzintermediäre gemäss GwV-FINMA anzugleichen und lediglich branchenspezifische Erleichterungen vorzusehen (z.B. Anhaltspunkte für risikobehaftete Transaktionen). Dabei ist nebst bereits bestehender Sonderregelung bei konkursamtlichen Steigerungen auf einen zusätzlichen Swiss Finish für Händler zu verzichten.

9. Zu Art. 13 Abs. 1 lit. c E-MGwV; Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden

Dass auch die MROS im Rahmen des Bundesgesetzes über die kriminalpolizeilichen Zentralstellen des Bundes und gemeinsame Zentren für Polizei- und Zollzusammenarbeit mit anderen Staaten (ZentG; SR 360) mit ausländischen Strafverfolgungsbehörden im Sinne von Art. 13 Abs. 2 ZentG zusammenarbeiten kann, ist bereits in Art. 32 GwG geregelt und unbestritten.

Dass aber neu auch eine Zusammenarbeit mit „Behörden, welche die Voraussetzungen von Art. 30 Abs. 4 GwG erfüllen“ möglich sein soll, erstaunt in zweifacher Hinsicht:

- Vorab müssen solche Behörden die Voraussetzungen von Art. 13 Abs. 2 ZentG oder Art. 30 Abs. 1 GwG erfüllen. Diese ausländischen Behörden sind aber bereits unter Art. 13 Abs. 1 lit. a und b genannt. Es braucht also lit. c gar nicht, ausser die MROS solle mit weiteren, nicht näher bezeichneten ausländischen Behörden zusammenarbeiten. Dies ginge aber deutlich über das GwG hinaus und ist deshalb abzulehnen.
- Der Verweis auf Art. 30 Abs. 4 GwG ist sodann völlig ungenügend: Diese Bestimmung regelt die Voraussetzungen für eine Zustimmung der MROS zur Weitergabe von Informationen durch die ausländische Meldestelle an dortige Drittbehörden. Für die in solchen Fällen bereits erfolgte ursprüngliche Information an die ausländische Meldestelle gelten aber die schärferen Voraussetzungen von Art. 30 Abs. 1 GwG. Auch der Verweis auf Absatz 4 zeigt demnach klar auf, dass eine sehr viel weitergehende Amtshilfe, ausdrücklich auch die sogenannte spontane Amtshilfe („unaufgefordert“) ermöglicht werden soll und dies mit irgendwelchen Behörden, welche nicht nach Art. 13 Abs. 2 ZentG und Art. 30 Abs. 1 GwG qualifiziert sind.

Eine solche massive Ausdehnung der Amtshilfe seitens der MROS bedarf nach Ansicht des Forum SRO einer gesetzlichen Grundlage, die so aber nicht existiert.

Im Erläuterungsbericht wird ausgeführt, die Regelung sei angesichts der umfassenden Amtshilferegulierung in Art. 29 Absätze 2^{bis} und 2^{ter} nGwG anzupassen. Diese Bestimmungen behandeln aber die Zusammenarbeit inländischer Behörden. Die Begründung überzeugt deshalb nicht. Für eine Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden gelten die Art. 30 bis 32 GwG, welche in den hier interessierenden grundsätzlichen Fragen nicht geändert werden.

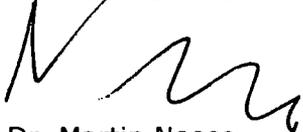
Das Forum SRO beantragt deshalb, Art. 13 Abs. 1 lit. c E-GwV ersatzlos zu streichen oder eventuell die Voraussetzungen des Artikels 30 generell vorzubehalten, nicht nur jene des 4. Absatzes.

10. Zur Regulierungsfolgenabschätzung (RFA)

Einmal mehr zeigt sich, dass die RFA als eher lästige Pflichtübung empfunden wird. Zwar wurden einige Daten über die von den neuen Sorgfaltspflichten für Händler voraussichtlich betroffenen Branchen evaluiert und sauber aufgelistet. Hingegen hat man es versäumt, insbesondere die ins Gewicht fallenden Kosten für die Implementierung des umfangreichen Formulars, die Ausbildung des Personals und der Revision auch nur annähernd zu quantifizieren. Dass diese Kosten für den einzelnen Händler schnell einmal mehr als 10'000 Franken (jährlich wiederkehrend) ausmachen, ist klar. Es wäre aber die Pflicht der Behörden, diese einschneidenden Folgen transparent zu machen. Zwar hätte dies bereits bei der Vorlage des Bundesgesetzes über die Umsetzung der 2012 revidierten GAFI-Empfehlungen geschehen sollen. Die dortige Unterlassung macht aber die Qualität der hier zu besprechenden RFA nicht besser.

Wir danken Ihnen im Voraus für eine wohlwollende Prüfung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Dr. Martin Neese
Präsident



Caroline Kindler
Geschäftsführerin

VQF Verein zur Qualitätssicherung
von Finanzdienstleistungen

Falls abgelehnt oder
nicht abgeholt, als
taxpflichtige B-Post
zurücksenden!

08.09.15

CH-6302
Zug

767047

005.30

R Suisse



DIE POST

Einschreiben / per E-Mail vorab

Eidg. Finanzdepartement EFD

Herr Daniel Roth

Leiter Rechtsdienst

Bernerhof

3003 Bern



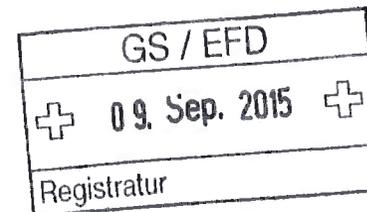
6302 Zug

PP



98.38.122657.00012109

Recommandé Suisse



Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern
E-Mail: regulierung@gs-efd.admin.ch

Zürich, 10. September 2015

Stellungnahme zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 10. Juli 2015 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (**EFD**) die Anhörung zur Geldwäschereiverordnung (**E-GwV**) eröffnet. Gerne nimmt die Interessengemeinschaft Detailhandel Schweiz (IG DHS) im Namen ihrer Mitglieder, zum vorgelegten Anhörungsentwurf Stellung. Für die Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Die IG DHS besteht aus 4 national tätigen Detailhandelsunternehmen, welche ihrerseits eng mit dem Handels- und Industriebereich verknüpft sind.

Die IG DHS reicht hiermit eine Stellungnahme zum Verordnungsentwurf ein.

Einleitende Bemerkungen

Die IG DHS anerkennt grundsätzlich die gesetzgeberischen Bemühungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei, erachtet jedoch die konkret in der Anhörungsvorlage gewählten Mittel als unverhältnismässig. Die Mitglieder der IG DHS dürften zwar von der Verordnung in der vorliegenden Entwurfsform nur in Einzel- bzw. Ausnahmefällen betroffen sein. Sollte jedoch in Zukunft eine allfällige Senkung der Barzahlungslimite erwogen werden, wären mit grosser Wahrscheinlichkeit auch die Schweizer Detailhändler und somit die Mitglieder der IG DHS von den neuen Sorgfaltspflichten für Händler betroffen. Angesichts des sehr grossen und komplexen Filialnetzes der einzelnen allenfalls betroffenen Detailhändlern, ergäbe sich jedoch im Verhältnis zum Zweck der Geldwäschereibekämpfung und des insgesamt klar geringen Geldwäschereirisikos des Tätigkeitsbereiches der Mitglieder der IG DHS ein unangemessen grosser Aufwand zur vollständigen Umsetzung der von Händlern diesfalls geforderten Sorgfaltspflichten. Dieser stände in keinem vernünftigen Verhältnis zu den allenfalls damit vermiedenen oder verringerten Risiken. Eine entsprechende Regelung würde damit den verfassungsmässig verankerten Verhältnismässigkeitsgrundsatz massiv verletzen. Aus diesen Gründen spricht sich die IG DHS für den Fall, dass es bei dem weit gefassten Geltungsbereich bleiben sollte (vgl. nachfolgend, Ziffer I), schon jetzt explizit gegen eine allfällige zukünftige Senkung der Barzahlungslimite unter CHF 100'000 aus.

Stellungnahme zu spezifischen Bestimmungen

I. Art. 13 – 16 E-GwV; Allgemeines zu Händlerinnen und Händler

Die Definition in Art. 2 Abs. 1 Bst. b GwG, nach welcher eine Händlerin unter das Geldwäschereigesetz (**GwG**) fällt, ist weit gefasst. Darunter fallen jegliche Personen, welche auch im Auftrag und auf Rechnung Dritter gewerblich mit Gütern handeln und dabei Barbeträge von mehr als CHF 100'000 entgegennehmen. Insbesondere Fahrniskaufgeschäfte, bei welchen das Geldwäschereirisiko in aller Regel sehr gering, bzw. vernachlässigbar ist, sollten vom Geltungsbereich generell ausgenommen werden.

Falls eine generelle Ausnahme als zu weitgehend angesehen wird, ist zumindest für die Fälle eine Ausnahmeregelung vorzusehen, wo keine Anhaltspunkte für ein geldwäscherei-relevantes Verhalten vorliegt (bspw. Einkäufe einer Grossfamilie, von Gebrauchsartikeln (Möbel etc.) oder von Luxusartikeln für den Privatgebrauch).

In Bezug auf Ausnahmen wäre es zudem wünschenswert, wenn diese in der GwV eine klare Regelung fänden. Die dem Bundesrat eingeräumte Kompetenz zur Konkretisierung der Pflichten für Händlerinnen und Händler in Art. 8a Abs. 5 GwG lässt offen, ob dies einzig Erleichterungen bei der Erfüllung der Pflichten sind, oder ob der Bundesrat auch Ausnahmen festlegen kann. Eine klare Formulierung und die Statuierung von klaren Ausnahmen vom Anwendungsbereich in der GwV wären in Anbetracht der Rechtssicherheit zu begrüssen.

II. Art. 22 E-GwV; Beauftragung einer Revisionsstelle

Die Pflicht einer Händlerin, eine Revisionsstelle zu beauftragen, sobald sie Sorgfalts- und Meldepflichten nach Art. 8a GwG, bzw. Art. 17ff. E-GwV erfüllen müssen, lässt keine Aus-

nahme zu. Auch in diesem Punkt wäre es begrüssenswert, wenn Ausnahmen aufgeführt würden. Insbesondere sind nach unserer Ansicht Händler mit einmaligen bzw. ganz vereinzelt Bargeldgeschäften (bspw. weniger als fünf pro Geschäftsjahr, allenfalls kombiniert mit einer betragsmässigen Obergrenze, bspw. Transaktionen, deren Gesamtvolumen 1 Million Franken pro Kalenderjahr nicht überschreitet) von dieser Pflicht auszunehmen.

Bei der Bearbeitung des vorliegenden Anhörungsentwurfes sind wir Ihnen für die Berücksichtigung unserer oben dargelegten Anliegen verbunden, ist die Interessengemeinschaft Detailhandel Schweiz doch mit ihren Mitgliedern eine gewichtige Vertreterin des Schweizer Detailhandels .

Vielen Dank für Ihre Unterstützung

Beste Grüsse



Beat Flury

Leiter AG Binnenmarkt der IG DHS,



Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 24
Telefax +41 71 788 93 39
michaela.inauen@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Eidgenössisches Finanzdepartement
Generalsekretariat, Rechtsdienst
Bundesgasse 3
3003 Bern

Appenzell, 17. September 2015

Anhörung / Verordnung über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terroris- musfinanzierung Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 9. Juli 2015, mit welchem Sie eine Anhörung zur Änderung der Geldwäschereiverordnung eröffnet und die interessierten Kreise um Stellungnahme bis zum 9. September 2015 ersucht haben. Eine Überprüfung der Vorlage ergab, dass der Kanton Appenzell I.Rh. durch die vorgesehene Änderung der Handelsregisterverordnung (HRegV) direkt betroffen ist. Wir sind Ihnen daher dankbar, dass Sie uns die Frist zur Einreichung einer Stellungnahme bis zum 18. September 2015 verlängert haben.

Gemäss Art. 6b Abs. 2^{bis} SchIT nZGB hat der Bundesrat bei den Anforderungen an die Eintragung in das Handelsregister die besonderen Verhältnisse der kirchlichen Stiftungen zu berücksichtigen. Dies war im Sinne eines Kompromisses das Ergebnis der Beratungen in den Eidgenössischen Räte. Dieser Vorgabe trägt die vorgeschlagene Revision der HRegV nach Auffassung der Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh. nun aber zu wenig Rechnung.

Mit Art. 181a Abs. 2 Übergangsbestimmung HRegV wird vorgeschlagen, dass das oberste Stiftungsorgan bei fehlenden Gründungsunterlagen in einer öffentlichen Urkunde das Bestehen der Stiftung, das vermutete Datum ihrer Errichtung, ihren Zweck und weitere Angaben erklären muss. Auch wenn die Rechtspersönlichkeit der kirchlichen Stiftungen nicht davon abhängt, ob sie im Handelsregister eingetragen sind oder nicht (vgl. Ausführungen von Bundesrätin Eveline Widmer Schlumpf; AB 2014 N 2266), würde das Gesetz mit diesen Vorgaben entgegen den formulierten Absichten nicht pragmatisch umgesetzt. Wir lehnen das in Artikel 181a Absatz 2 Übergangsbestimmung HRegV vorgesehene Erfordernis der öffentlichen Beurkundung dezidiert ab. Die Unterzeichnung der Handelsregisteranmeldung und die Einreichung eines Stiftungsratsprotokolls mit den entsprechenden Angaben reichen aus.

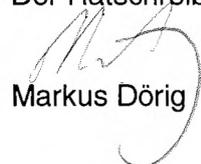
Mit einer öffentlichen Beurkundung würde unter anderem eine Vielzahl von kleinen Kapellen-Stiftungen mit einem teuren und aufwendigen Verfahren belastet. Es ist vor Augen zu halten, dass es gerade in ländlichen Regionen sehr viele Kapellen gibt, die vor Jahrzehnten oder gar Jahrhunderten gestiftet wurden und seither über Generationen von Privaten ehrenamtlich verwaltet werden. Weil die Stiftungsgründung in vielen Fällen gar nie schriftlich dokumentiert wurde oder die entsprechenden Dokumente nicht mehr auffindbar sind, müsste das Stif-

tungsorgan in der öffentlichen Urkunde Angaben machen, die es schlicht nicht wissen kann und die unter Umständen falsch sind. Das ist heikel und unzumutbar. Vor diesem Hintergrund schießt die Vorlage weit über das Ziel der Revision, also die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung, hinaus.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme, bitten Sie die verspätete Einreichung zu entschuldigen und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:



Markus Dörig

Zur Kenntnis an:

- regulierung@gs-efd.admin.ch
- Volkswirtschaftsdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 2, 9050 Appenzell
- Ständerat Ivo Bischofberger, Ackerweg 4, 9413 Oberegg
- Nationalrat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell

De : [_EFD-RD-Regulierung](#)
A : [Dorner Bruno GS-EFD](#); [Schneider Sandra GS-EFD](#)
Objet : WG: Anhörung zur Geldwäschereiverordnung
Date : mercredi, 26 août 2015 16:27:50

Von: kkpks [mailto:kkpks@kkjpd.ch]
Gesendet: Mittwoch, 26. August 2015 16:18
An: _EFD-RD-Regulierung <regulierung@gs-efd.admin.ch>
Cc: kkpks <kkpks@kkjpd.ch>
Betreff: Anhörung zur Geldwäschereiverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Konferenz der kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz (KKPKS) hat von Ihrer

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung

Kenntnis genommen und äussert sich dazu wie folgt:

Aus polizeilicher Sicht wird die Ausweitung des Anwendungsbereichs der geldwäschereirechtlichen Vorschriften grundsätzlich begrüsst. Transaktionen im Luxusgüterbereich werden aber weiterhin von der neuen Geldwäschereiverordnung unangetastet bleiben (z.B. Schmuck, Fahrzeuge, Immobilien), was zu bedauern ist. Hier wird künftig ein gesetzgeberischer Bedarf bestehen bleiben.

Besten Dank für Ihre Kenntnisnahme.

Mit freundlichen Grüssen

lic. iur. Vladimir Novotny
Generalsekretär KKPKS
Haus der Kantone
Speichergasse 6
3000 Bern 7
Telefon: +41 31 318 15 09
Fax: +41 31 318 15 06
www.kkpks.ch / www.ccpcs.ch

Der Inhalt dieses E-Mails ist ausschliesslich für die adressierten Personen bestimmt. Falls Sie dieses E-Mail irrtümlich erhalten haben, schicken Sie es bitte an den Absender zurück und löschen es danach. Eine Veränderung oder Weitergabe an Dritte ist nicht gestattet. Die KKPKS haftet nicht für allfällige Schäden durch dieses E-Mail oder dessen Anhänge.
This communication is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is privileged or confidential. If you are not the intended recipient, you are notified that any use, dissemination, forwarding, distribution, or copying of the communication is strictly prohibited. Please notify the sender immediately by e-mail if you have received this by mistake and delete this e-mail from your system.

De : [Ordolli Stiliano FEDPOL](#)
A : [_EFD-RD-Regulierung](#)
Cc : [Beuret Arnaud Bertrand FEDPOL](#); [Bühler René FEDPOL](#); [Schneider Sandra GS-EFD](#)
Objet : Contribution dans la procédure d'audition concernant l'ordonnance sur le blanchiment d'argent
Date : mardi, 1 septembre 2015 17:25:05

Madame, Monsieur,

Chers collègues,

Le Bureau de communication vous présente ici une proposition dans le cadre de l'audition concernant l'ordonnance sur le blanchiment d'argent.

Nous avons pris note de la nouveauté consacrée à l'art. 2 al. 1 let. b de l'ordonnance qui supprime l'exigence d'inscription au registre du commerce pour les intermédiaires financiers étrangers.

Le Bureau de communication ainsi que les autorités de poursuite pénale éprouvent des difficultés à obtenir la documentation des transactions ou d'autres informations de la part des « money transmitters » étrangers qui opèrent à travers des agents en Suisse .

En effet, les transactions sont effectuées par l'intermédiaire financier situé à l'étranger. C'est l'intermédiaire financier étranger qui met à disposition la plateforme de services de distribution. En outre, ce sont seulement ces intermédiaires financiers étrangers qui détiennent des informations complètes concernant les cocontractants, les transactions et les bénéficiaires économiques.

Un exemple type est celui de Western Union qui opère en Suisse à travers des agents comme les CFF/SBB. En effet, depuis 2012 – date du retrait de la licence d'exercer en Suisse – Western Union n'est pas intermédiaire financier selon la LBA, tout en exerçant son activité dans notre pays à travers ses agents (ex. les CFF/SBB). Il s'ensuit que ni le MROS, ni les autorités de poursuite suisses ne peuvent obtenir de Western Union la documentation nécessaire pour effectuer des recherches et/ou investigations.

Or, le transport de fonds et de valeurs est un secteur à risque élevé (voir le rapport NRA), tant pour le blanchiment d'argent, que pour le financement du terrorisme.

Pour combler la lacune décrite ici et sans modifier l'art. 2 al. 1 let. b de l'ordonnance, nous vous proposons d'ajouter dans le Rapport explicatif le texte suivant :

Rapport explicatif, p. 4, point 2.2 (in fine) :

Texte existant :

[...] Une réglementation correspondante existe aussi pour les négociants en valeurs mobilières (art. 10, al. 4, de la loi sur les bourses [LBVM; RS 954.1] en relation avec l'art. 39 de l'ordonnance sur les bourses [OBVM; RS 954.11]).

Suite – texte nouveau :

Cette disposition s'applique aussi aux sociétés de transmission de fonds et de valeurs situées à l'étranger qui opèrent en Suisse à travers des agents intermédiaires financiers suisses.

Nous vous saurions gré de bien vouloir prendre en compte cette proposition.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, chers collègues, nos meilleurs messages,

Dr. iur. Stiliano Ordolli
Chef du MROS

Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS)

Office fédéral de la police
Nussbaumstrasse 29 – 3003 Berne
Tel. +41 58 463 34 52
Fax +41 58 463 39 39
Stiliano.Ordolli@fedpol.admin.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

Per E-Mail an: regulierung@gs-efd.admin.ch

Basel, 9. September 2015
J.22.1/FHA/LWI

Stellungnahme der SBVg: Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 9. Juli 2015 eröffnete Anhörung zum Entwurf einer Geldwäschereiverordnung (E-GwV) und bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Zusammenfassung

Die Schweizerische Bankiervereinigung unterstützt eine massvolle und bedarfsgerechte Umsetzung der im Rahmen der im Jahr 2012 revidierten FATF-Empfehlungen sowie der im revidierten Geldwäschereigesetz (GwG) neu enthaltenen Bestimmungen zu den Sorgfalts- und Meldepflichten für Händlerinnen und Händler auf Verordnungsstufe.

Insgesamt erscheinen uns die Konkretisierungen in der E-GwV als sachgerecht und sind dementsprechend grundsätzlich zu begrüssen. Ebenfalls grundsätzlich zu begrüssen sind die Anpassungen der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei (MGwV).

In einigen Punkten bedarf der Verordnungsentwurf jedoch noch verschiedener Anpassungen und Bereinigungen. Da im Rahmen der Auslegung zu den für die Banken geltenden Bestimmungen des GwG, der GwV-FINMA sowie der VSB 16 die Bestimmungen der E-GwV hinzugezogen werden können, ist eine inhaltliche und begriffliche Kohärenz zwischen der E-GwV und den bestehenden Regelwerken unabdingbar, um Widersprüche zwischen den einzelnen Erlassen soweit wie möglich zu vermeiden.

A. Vorbemerkung

2

Der Geltungsbereich der E-GwV beschränkt sich primär auf Finanzintermediäre gemäss Art. 2 Abs. 3 GwG sowie auf Händlerinnen und Händler gemäss Art. 2 Abs. 1 GwG. Entsprechend beschränkt ist nach unserer Ansicht auch die Wirkung dieses neuen Verordnungsentwurfs für die Schweizer Banken. Dies umso mehr, als die neuen Sorgfaltspflichten betreffend die Händlerinnen und Händler lediglich subsidiär zu den geldwäschereirechtlichen Bestimmungen sowie zu den Sorgfaltspflichten zur Anwendung gelangen. Unsere Bemerkungen und Hinweise konzentrieren sich deshalb im Wesentlichen auf allgemeine Hinweise zur Kohärenz der Begriffe in der E-GwV zur revidierten GwV-FINMA (mit Inkrafttreten per 1. Januar 2016) sowie auf die aus Bankensicht bedeutsameren geplanten Änderungen der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei (E-MGwV).

Trotz der nicht direkten Anwendbarkeit der E-GwV ist für die Banken eine kohärente Begriffsverwendung der verschiedenen Regelwerke von zentraler Bedeutung, da im Rahmen der Auslegung der für die Banken geltenden Bestimmungen des GwG, der GwV-FINMA sowie der Vereinbarung über die Standesregeln zur Sorgfaltspflicht der Banken vom 1. Juni 2015 (VSB 16) die Bestimmungen der E-GwV durchaus hinzugezogen werden können. Aus diesem Grund erachten wir es als zwingend notwendig, inhaltliche und begriffliche Differenzen zu bereinigen, um Widersprüche zwischen diesen Erlassen soweit wie möglich zu vermeiden.

B. Hinweise zur Kohärenz der Verordnungsbestimmungen (E-GwV und GwV-FINMA)

- Art. 6 Abs. 2 E-GwV

Die in der E-GwV verwendete Definition des Begriffs der Sitzgesellschaft ist nicht deckungsgleich mit derjenigen in Art. 2 lit. a GwV-FINMA. Insbesondere fehlt in Art. 6 Abs. 2 E-GwV eine negative Abgrenzung des Begriffs der Sitzgesellschaft gegenüber gemeinnützigen Gesellschaften (vgl. Art. 2 lit. a Ziff. 1 GwV-FINMA) sowie gegenüber dem Begriff der Holding- und Subholdinggesellschaft gem. Art. 2 lit. a Ziff. 2 GwV-FINMA. Wir empfehlen, in Art. 6 Abs. 2 E-GwV den Wortlaut von Art. 2 lit. a GwV-FINMA aufzunehmen:

Art. 6 Abs. 2 E-GwV

² Als Sitzgesellschaften im Sinne dieser Verordnung gelten juristische Personen, Gesellschaften, Anstalten, Stiftungen, Trusts, Treuhandunternehmungen und ähnliche Verbindungen, die kein Handels-, Fabrikations- oder anderes nach kaufmännischer Art geführtes Gewerbe betreiben. **Nicht als Sitzgesellschaften gelten Gesellschaften, die:**

1. die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen,
2. eine oder mehrere operativ tätige Gesellschaften mehrheitlich halten und deren Zweck nicht hauptsächlich in der Verwaltung von Vermögen Dritter besteht (Holdinggesellschaften).

- Art. 17 f. E-GwV

Aus unserer Sicht erscheint es fraglich, ob an dieser Stelle der Begriff des Stellvertreters aufgenommen werden soll. Neben den Begriffen "Vertragspartei", "wirtschaftlich Berechtigter" und "Kontrollinhaber" knüpft der vorliegende Entwurf auch an den Stellvertreter Rechtsfolgen, was die Sachlage unnötig erschwert. Da das GwG den Begriff des Stellvertreters nicht verwendet, fehlt es an einer gesetzlichen Grundlage für die Feststellung der Personalien des Stellvertreters sowie einer allfälligen Meldung an die MROS. Wir regen deshalb an, auf die Identifikation des Stellvertreters zu verzichten:

Art. 17 E-GwV

¹ Als Vertragspartei zu identifizieren ist die Person, die als Käuferin das Gut zu Eigentum erwirbt. ~~Wird die Vertragspartei bei der Abwicklung des Kaufgeschäfts vertreten, so ist auch die Stellvertreterin oder der Stellvertreter zu identifizieren.~~

² Die Händlerin oder der Händler benötigt zur Identifizierung der Vertragspartei ~~und der allfälligen Stellvertreterin oder des allfälligen Stellvertreters~~ folgende Angaben:

[...]

³ Stammt die Vertragspartei ~~oder die Stellvertreterin oder der Stellvertreter~~ aus einem Land, in dem die Verwendung von Geburtsdaten oder Adressen nicht gebräuchlich ist, entfallen diese Angaben.

[...]

⁵ Wird die Vertragspartei vertreten, ~~ist die Stellvertreterin oder der Stellvertreter nach Absatz 4 zu identifizieren. Die Vertragspartei wird in diesem Fall wie folgt identifiziert:~~ **erfolgt die Identifizierung der Vertragspartei wie folgt:**

- a. Ist sie eine natürliche Person, so hat die Stellvertreterin oder der Stellvertreter einen amtlichen Ausweis der Vertragspartei nach Absatz 4 Buchstabe a im Original oder als Kopie vorzuweisen; die Händlerin oder der Händler fertigt davon eine Kopie an.
- b. Ist sie eine juristische Person oder eine Personengesellschaft, so hat die Stellvertreterin oder der Stellvertreter der Händlerin oder dem Händler die Firma und den Sitz der Vertragspartei anzugeben.

- Art. 18 Abs. 2 E-GwV

Die in Art. 18 Abs. 2 E-GwV verwendete Definition der wirtschaftlichen Berechtigung vermischt die verschiedenen im Geldwäschereibereich vorhandenen Konzepte. Denn auch nach Inkrafttreten der geänderten Erlasse (GwG, GwV-FINMA sowie VSB 16) am 1. Januar 2016 werden - wie bis anhin - bei natürlichen Personen sowie bei Sitzgesellschaften die an deren Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten natürlichen Personen festzustellen sein. Lediglich bei operativ tätigen, nicht börsenkotierten juristischen Personen und Personengesellschaften wird eine neue Konzeption anwendbar: Bei solchen Gesellschaften ist neu die wirtschaftliche Berechtigung von natürlichen Personen an ihnen selbst festzustellen. Diese natürlichen Personen werden sowohl in der GwV-FINMA wie auch in der VSB 16 als Kontrollinhaber bezeichnet (vgl. Art. 56 ff. GwV-FINMA und Art. 20 ff. VSB 16). Ist eine operativ tätige juristische Person Vertragspartei, ist zu beachten, dass deren Kontrollinhaber nicht zwingend auch wirtschaftlich berech-

tigt ist. Sinnvollerweise müsste der wirtschaftlich Berechtigte, welcher wiederum eine natürliche oder juristische Person sein kann, zusätzlich und separat festgestellt werden. 4

Entsprechend erscheint es uns problematisch, unter lit. b auch die natürliche Person, welche eine Sitzgesellschaft kontrolliert, einzubeziehen. Gestützt auf Art. 63 Abs. 1 GwV-FINMA i.V.m. Art. 59 Abs. 1 GwV-FINMA sowie gestützt auf Art. 39 Abs. 1 VSB 16 gilt bei Sitzgesellschaften diejenige natürliche Person als wirtschaftlich berechtigt, welche an den Vermögenswerten der Sitzgesellschaft wirtschaftlich berechtigt ist. Eine Kontrolle der Sitzgesellschaft ist hingegen weder erforderlich noch massgebend. Eine solche ist lediglich bei nicht börsenkotierten, operativ tätigen juristischen Personen gemäss Art. 2a Abs. 3 GwG sowie entsprechenden Personengesellschaften gemäss Art. 20 Abs. 1 VSB 16 massgebend.

Zudem erachten wir eine Übereinstimmung der Begrifflichkeiten und Definitionen mit denjenigen der GwV-FINMA (insbesondere Definition des Kontrollinhabers gemäss Art. 2 lit. f GwV-FINMA) für zwingend notwendig, um unnötige Auslegungsfragen bei diesen Verordnungen zu vermeiden. Ebenfalls zu ergänzen ist die „Abklärungs-Kaskade“ anhand derer bei der Feststellung der Kontrollinhaber vorzugehen ist. Entsprechend schlagen wir eine Anpassung des Wortlautes von Art. 18 Abs. 2 E-GwV vor:

Art. 18 Abs. 2 E-GwV

² [...]

Als wirtschaftlich berechtigte Personen gelten:

- a. die natürliche Person auf deren Rechnung der Erwerb **letztendlich** erfolgt;
- b. bei einem Erwerb auf Rechnung einer nichtkotierten, **operativ tätigen** juristischen Person, ~~oder einer Personengesellschaft~~ **oder einer Sitzgesellschaft nach Art. 6 Abs. 2** deren Kontrollinhaber; d.h. die natürlichen Personen, die über Stimmen oder Kapital mit mindestens 25 Prozent direkt oder indirekt, allein oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten oder auf andere Weise die Kontrolle über eine operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft ausüben. Liegen keine solchen vor, so wird ersatzweise die geschäftsführende Person eines solchen Unternehmens festgestellt. Diese gilt jedoch nicht als wirtschaftlich berechtigte Person.

- Art. 18 Abs. 3 E-GwV

In Bezug auf die zum Kontrollinhaber zu erhebenden Angaben ist zu beachten, dass die Gesellschaften aufgrund der gesellschaftsrechtlichen Vorschriften (Art. 679j OR) nicht zwingend über Geburtsdatum und Angaben zur Staatsangehörigkeit der Kontrollinhaber verfügen. Entsprechend dürfte die in Art. 18 Abs. 3 E-GwV getroffene Vorschrift in der Praxis schwierig umzusetzen sein. In Übereinstimmung mit Art. 57 Abs. 1 GwV-FINMA sowie Art. 21 Abs. 1 VSB 16 sollte für die Kontrollinhaber die Angaben zu Name, Vorname und Wohnsitzadresse genügen. Entsprechend schlagen wir eine Ergänzung des Wortlautes von Art. 18 Abs. 3 E-GwV vor:

Art. 18 Abs. 3 E-GwV

³ [...]

Zur Feststellung der Kontrollinhaber genügen die Angaben über Name, Vorname und Wohnsitzadresse.

- Art. 19 E-GwV – Änderung des Titels

Um Konsistenz mit den Begrifflichkeiten der GwV-FINMA zu haben, sollte der Begriff der „besonderen Abklärungen“ mit dem in Art. 15 GwV-FINMA verwendeten Begriff der „zusätzlichen Abklärungen“ ersetzt werden.

- Art. 20 Abs. 2 E-GwV

Die in Art. 20 Abs. 2 E-GwV enthaltene Definition, wann ein die Meldepflicht nach Art. 9 Absatz 1^{bis} GwG auslösender begründeter Verdacht vorliegt, wirft verschiedene Fragen auf. Mit der bestehenden Formulierung des Art. 20 Abs. 2 E-GwV besteht die Gefahr, dass die Verdachtsschwelle für das Auslösen der Meldepflicht gesenkt wird. Grund dafür ist, dass ein begründeter Verdacht dann vorliegt, wenn trotz zusätzlicher Abklärungen die bestehenden Zweifel an der Rechtmässigkeit des Geschäfts bestehen bleiben. Die hier verwendete Definition stimmt nicht mit derjenigen überein, welche für die Meldepflicht gemäss Art. 9 Abs. 1 GwG für die Finanzintermediäre gilt. Ein begründeter Verdacht liegt gemäss Botschaft zum GwG vom 17. Juni 1996 S. 1130 dann vor, „wenn er auf einem konkreten Hinweis oder mehreren Anhaltspunkten beruht, die einen verbrecherischen Ursprung der Vermögenswerte befürchten lassen“. Dies erfordert keine Gewissheit hinsichtlich des verbrecherischen Ursprungs. Die in Art. 20 Abs. 2 E-GwV verwendete Formulierung verwendet nach unserer Einschätzung aber eine tiefere Verdachtsschwelle. Es sollen demnach bereits nicht ausräumbare Zweifel an der Rechtmässigkeit ausreichen. Unsere Einschätzung wird dadurch gestützt, dass in Art. 31 und 32 der neuen GwV-FINMA der Begriff einer zweifelhaften Geschäftsbeziehung gerade zur Abgrenzung vom begründeten Verdacht oder den konkreten Wahrnehmungen gemäss Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB verwendet wird. Um keine Inkonsistenzen zwischen der Meldepflicht für die Händlerinnen und Händler und derjenigen für die Finanzintermediäre aufkommen zu lassen, schlagen wir eine Streichung von Art. 20 Abs. 2 E-GwV vor. Im Anhörungsbericht könnte durchaus eine Definition der „Begründetheit“ des Verdachts aufgenommen werden, welche sich aber an derjenigen der Botschaft vom 17. Juni 1996 sowie an der hinsichtlich Art. 9 GwG bestehenden Lehre orientiert.

Daneben beziehen sich in der in Art. 20 Abs. 2 E-GwV verwendeten Definition die Zweifel auf die Rechtmässigkeit des Geschäftes, für welches dem Händler eine Barzahlung von 100 000 Franken geleistet werden soll. Aus geldwäschereirechtlichen Überlegungen steht jedoch nicht die Rechtmässigkeit des Geschäftes im Zentrum, sondern die Frage, ob es sich bei den verwendeten Barmitteln - wie Art. 9 Abs. 1^{bis} GwG darlegt - um Barmittel handelt welche,

- a) im Zusammenhang mit der Terrorismusfinanzierung oder Geldwäschereihandlungen stehen;

- b) aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren; oder 6
- c) der Verfügungsmacht einer kriminellen Organisation unterliegen.

Aus diesen Überlegungen schlagen wir folgende Anpassung des Wortlautes von Art. 20 E-GwV vor:

Art. 20 E-GwV

¹ Die Meldung nach Artikel 9 Absatz 1^{bis} GwG hat auch zu erfolgen, wenn ~~Hinweise auf ein strafrechtlich relevantes Verhalten bestehen, jedoch kein bestimmter Straftatbestand genannt werden kann.~~ die Händlerin oder der Händler die Vortat, aus welcher das Bargeld stammt, keinem bestimmten Straftatbestand zuordnen kann.

² ~~Der Verdacht gilt als begründet, wenn trotz besonderer Abklärungen nach Artikel 19 Zweifel an der Rechtmässigkeit des Geschäfts bestehen bleiben.~~

³² Für die Meldungen ist das von der Meldestelle für Geldwäscherei bereitgestellte Meldeformular zu verwenden.

C. Hinweise zum Entwurf der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei („E-MGwV“)

- Art. 3 Abs. 1 lit. a E-MGwV

Neu wird zusätzlich zur Angabe einer Kontaktperson auch die Angabe einer direkten Telefon- und Telefaxnummer verlangt. Dies dient der Sicherstellung einer direkten Kontaktaufnahme mit der meldenden Bank durch die MROS oder der Strafverfolgungsbehörden. Nach unserer Einschätzung ist jedoch die bereits bisher erforderliche Angabe einer Kontaktperson zu relativieren, da der Finanzintermediär seit 1. Februar 2009 die Meldung an die MROS zum Schutz des mit der Meldung befassten Bankpersonals auch anonymisiert einreichen kann (vgl. künftige Art. 9 Abs. 1^{ter} GwG bzw. heutiger Art. 9 Abs. 1^{bis} GwG). Demzufolge kann die Angabe einer Kontaktperson auf Verordnungsebene nicht zum Mindestinhalt einer Meldung an die MROS erklärt werden. Wir empfehlen deshalb, generell auf diese Angabe in Art. 3 Abs. 1 lit. a E-MGwV zu verzichten:

Art. 3 Abs. 1 lit. a E-MGwV

¹ Meldungen nach Artikel 2 Buchstaben a-d müssen mindestens enthalten:
a. den Namen des Finanzintermediärs oder der Behörde, von dem oder der die Meldung stammt, jeweils unter Angabe ~~einer Kontaktperson und~~ einer direkten Telefon- und Telefaxnummer;

Alternativ ist die im künftigen Art. 9 Abs. 1^{ter} GwG bzw. im geltenden Art. 9 Abs. 1^{bis} GwG vorhandene Formulierung in Art. 3 Abs. 1 lit. a E-MGwV zu verankern:

Art. 3 Abs. 1 lit. a E-MGwV

¹ Meldungen nach Artikel 2 Buchstaben a-d müssen mindestens enthalten:

a. den Namen des Finanzintermediärs oder der Behörde, von dem oder der die Meldung stammt, jeweils unter Angabe einer Kontaktperson und einer direkten Telefon- und Telefaxnummer. **Auf die Angaben einer Kontaktperson kann der Finanzintermediär in Anwendung von Art. 9 Abs. 1^{ter} GwG verzichten;**

7

- Art. 3 Abs. 5 E-MGwV

Art. 3 Abs. 5 E-MGwV verlangt, dass der Finanzintermediär der MROS unverzüglich zweckdienliche Dokumente zukommen lassen muss, die es erlauben, die während der zwanzigtägigen Analysefrist der MROS erfolgten Transaktionen weiterzuverfolgen. Besonders wichtig sei dies bei heiklen Transaktionen, wie z.B. bei Verdacht auf Terrorismusfinanzierung. Hier übersieht der Bericht, dass gerade bei Verdacht auf Terrorismusfinanzierung (Art. 6 Abs. 2 lit. d i.V.m. mit Art. 9 Abs. 1 lit. c i.V.m. Art. 10 Abs. 1^{bis} nGwG) eine sofortige Sperre der Vermögenswerte vorgesehen ist. Ferner kann sich diese Bestimmung - je nachdem, wie sie durch die MROS angewendet wird und je nach Komplexität und Umfang der Kundenbeziehung - für die Bank als sehr aufwändig erweisen. Schliesslich erhält die MROS dadurch Kompetenzen, die aus unserer Sicht den Strafverfolgungsbehörden obliegen und dabei im Gegensatz zur MROS auch an die klaren Vorgaben der StPO gebunden sind. Aus diesen Gründen empfehlen wir die ersatzlose Streichung des Art. 3 Abs. 5 E-MGwV:

Art. 3 Abs. 5 E-MGwV

~~⁵ Der Finanzintermediär muss die Dokumente, die es erlauben, die Spur der während der Analyse der Meldestelle erfolgten Transaktionen weiterzuverfolgen, der Meldestelle auf Aufforderung hin unverzüglich zustellen.~~

- Art. 13 Abs. 1 lit. c E-MGwV

Der Entwurf schlägt in Art. 13 Abs. 1 lit. c E-MGwV eine massive Ausdehnung der Amtshilfe mit ausländischen Behörden vor. Eine solche Ausdehnung bedarf einer gesetzlichen Grundlage, die so aber nicht existiert. Im Erläuterungsbericht wird zwar ausgeführt, die Regelung sei angesichts der umfassenden Amtshilferegelung in Art. 29 Absätze 2^{bis} und 2^{ter} nGwG anzupassen. Diese Bestimmungen behandeln aber die Zusammenarbeit mit inländischen Behörden. Für eine Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden gelten weiterhin die Art. 30 bis 32 GwG, welche in den hier interessierenden Fragen aber gerade nicht geändert werden. Art. 13 Abs. 1 lit. c E-MGwV hat daher gestrichen zu werden.

Art. 13 Abs. 1 lit. c E-MGwV

¹ [...]

~~g. die Behörden, welche die Voraussetzungen von Artikel 30 Absatz 4 GwG erfüllen.~~

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Vorschläge. 8
Für Rückfragen oder weitere Erläuterungen unserer Stellungnahme stehen wir Ihnen
selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Mark-Oliver Baumgarten



Fiona Hawkins

Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

E-Mail: regulierungen@gs-efd.admin.ch

Bern, 3. September 2015

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Möglichkeit, am Vernehmlassungsverfahren teilnehmen zu dürfen.

Für den SGB und seine angeschlossenen Verbände, insbesondere der Schweizerische Bankpersonalverband SBPV, ist der Schutz der Arbeitnehmenden zentral. Von der vorliegenden Reform werden Finanzintermediäre betroffen. Finanzintermediär im Sinne des GwG und entsprechend auch der vorliegenden Verordnung ist eine Person, die eine Intermediation im Finanzsektor betreibt, d.h. grundsätzlich berufsmässig fremde Vermögenswerte im Finanzsektor annimmt, aufbewahrt, anlegt oder übertragen hilft.

Die neuen geldwäschereirechtlichen Sorgfalts- und Meldepflichten werden in der neuen Geldwäschereiverordnung (GwV) konkretisiert. Sie gelten für Händlerinnen und Händler, die im Rahmen ihrer Handelstätigkeit Bargeld von mehr als CHF 100'000 entgegennehmen. Die bereits bestehende bundesrätliche „Verordnung über die berufsmässige Ausübung der Finanzintermediation“ (VBF) wird in die GwV überführt. Im Weiteren wird die gesetzliche Neuregelung des Meldesystems für Finanzintermediäre mit einer Anpassung der „Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei“ umgesetzt.

Materiell hat sich zu den Begrifflichkeiten nichts Relevantes geändert, weshalb der SGB sich mit den vorliegenden redaktionellen Anpassungen einverstanden erklären kann.

Für solche Finanzintermediäre werden nun aber neue strenge Sorgfalts- und Meldepflichten statuiert, insbesondere für Händler.

Die von den Händlerinnen und Händlern zu erfüllenden Pflichten sind an diejenigen für Finanzintermediäre mit vergleichbarer Tätigkeit angelehnt (namentlich jene Finanzintermediäre, die Kassageschäfte tätigen). Gleich wie diese müssen die Händlerinnen und Händler Informationen über die Vertragspartei (d.h. ihre Kundinnen und Kunden) einholen. Im Gegensatz zu den Finanzintermediären gilt diese Pflicht aber nur in den Fällen, in denen sie im Rahmen eines Kaufgeschäfts Bargeld über CHF 100'000 entgegennehmen. Sie müssen die Sorgfalts- und Meldepflichten nicht

erfüllen, wenn ihre Kundinnen und Kunden die Kaufpreiszahlungen von mehr als CHF 100'000 über einen Finanzintermediär abwickeln (Art. 2 Abs. 1 Bst. b i.V.m. Art. 8a Abs. 4 n GwG).

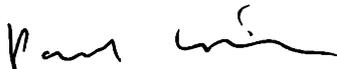
Händler im Sinne des vorliegenden Rechts sind nach Artikel 13 auch jene Personen, die ein Kaufgeschäft zwar in eigenem Namen, jedoch auf Rechnung eines Dritten abschliessen (indirekte Stellvertreter). Dabei handelt es sich regelmässig um Kommissionsgeschäfte nach Artikel 425 OR. Mit dieser Regelung soll sichergestellt werden, dass die Sorgfaltspflichten von jenen Personen erfüllt werden, die das Kaufgeschäft effektiv abwickeln und dabei den Kaufpreis über CHF 100'000 in bar entgegennehmen.

Bei diesen Personen dürfte es sich je nach dem auch um Angestellte oder Arbeitnehmende handeln. In solchen seltenen Fällen ist der Arbeitgeber für die Sorgfaltspflicht- und Meldepflicht der GwV verantwortlich, da regelmässig ein Subordinationsverhältnis besteht.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Luca Cirigliano
Zentralsekretär

Generalsekretariat EFD
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 9. September 2015 sgv-Sc

Anhörungsantwort Geldwäschereiverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300 000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

I. Allgemeines

Der sgv engagierte sich in der parlamentarischen Beratung zur Übernahme der GAFI/FATF Empfehlungen und ihrer Umsetzung im Schweizer Recht für die allgemeine Entschlackung der Vorlage. In jener Phase standen die de facto Abschaffung der Inhaberaktiengesellschaften sowie die erhebliche Verteuerung und zusätzliche Reglementierung der anderen Typen von Kapitalgesellschaften im Vordergrund. Leider sind die Anliegen des sgv in der Differenzenbereinigung entfallen. So sehen sich heute bis zu 150'000 Kapitalgesellschaften mit erheblichen Zusatzkosten und administrativem Mehraufwand konfrontiert.

Nun stehen in der Verordnungsrevision die Konkretisierungen der neuen Geldwäschereivorschriften an. Die Ausgestaltung der Verordnung ist sehr nahe an der gesetzlichen Grundlage erfolgt. Das ist begrüssenswert. Die erklärenden Unterlagen sind hingegen ungenügend und erwähnen normative Desiderata ohne sich auf eine entsprechende Grundlage berufen zu können. Insbesondere ist die Regulierungsfolgeabschätzung zu bemängeln. Erstens fehlt darin die Bezifferung der Regulierungskosten. Es wird richtiger Weise ausgeführt, wie verschiedene Kreise von den Änderungen betroffen würden, doch wie teuer diese Betroffenheit ausfällt, wird nicht erwähnt. Zweitens werden relativierende Formulierungen benützt. Die Regulierungsfolgeabklärung erfordert absolute Ausführungen und Bruttozahlen.

Im Abschnitt 4.1.1 ist ein sehr interessanter Gedanke angerissen: Die Reduktion von der Anzahl von Bargeldtransaktionen als Regulierungsfolge. Was das aber bedeutet und wie es einzustufen ist, wird nicht diskutiert. Die Reduktion von Bargeldtransaktionen – auch von jenen über CHF 100'000 – ist weder ein politisches noch ein rechtliches noch ein ökonomisches Ziel der Schweiz. Das Gegenteil ist der Fall: In den Diskussionen zu GAFI/FATF ist von der der im Parlament obsiegenden Seite beteuert worden, die Übernahme der Empfehlungen schränken nicht ein. In diesem Falle liegt die Folgerung nahe, die Inklusion der Reduktion der Bargeldtransaktionen unter der Regulierungsfolgeabschätzung bedeutet, diese Reduktion werde als volkswirtschaftlichen Schaden, als Kostenpunkt also, ausgelegt.

Das ist ein interessanter, mutiger, und möglicherweise auch korrekter Gedanke. Leider finden sich in den Unterlagen keine Ausführungen zur Höhe dieses Schadens.

Darüber hinaus: Eine explizite und zweifelsfreie Klarstellung des Umstands, dass diejenigen Finanzintermediäre, welche in den Geltungsbereich der GwV-FINMA fallen, nicht zusätzlich der GwV unterstehen, fehlt. Aus Gründen der Rechtssicherheit ist eine entsprechende Präzisierung des Geltungsbereichs (Art. 2 E-GwV) explizit im Verordnungstext vorzunehmen. Weiter ist sicherzustellen, dass eine einheitliche Umsetzung der Massnahmen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung über die verschiedenen Gesetze oder Verordnungen hinweg möglich ist. Entsprechend ist eine konsistente und einheitliche Begriffsverwendung und eine saubere Abgrenzung von zentralen Schlüsselbegriffen wie «Sitzgesellschaft», «wirtschaftlich Berechtigter» oder «Kontrollinhaber» zwingend. Widersprüchliche und wenig trennscharfe Begrifflichkeiten gefährden eine einheitliche und effiziente Anwendung und Umsetzung der relevanten Rechtsakte.

Zuletzt in diesem Abschnitt: Die Folgenden Gedanken betreffen die Ausführungen der entsprechenden Bestimmungen – sie dürften viel problematischer sein, als bisher angenommen:

- Wenn ein Geschäft ungewöhnlich erscheint oder Anhaltspunkte für Geldwäscherei vorliegen, muss der Händler die Hintergründe des Geschäfts und dessen Zweck überprüfen. Wird dabei der Verdacht nicht ausgeräumt, muss er sich an die Meldestelle für Geldwäscherei wenden. Im Prinzip sind die Ausführungen klar. Doch was ist genau das „Ungewöhnliche“? Das scheint eher ein subjektives Empfinden zu sein, das eine sehr breite Bandbreite zulässt. Auch dagegen ist im Prinzip nichts einzuwenden. Problematisch wird es, wenn im Nachhinein eine andere – vielleicht auch eine staatliche – Stelle eine unterschiedliche Definition des Ungewöhnlichen hat. Welche Konsequenzen entstehen in diesem Fall?
- Diese allgemeine Probleme werden durch die Erklärungen noch erschwert: Das Kennzeichen einer global-eingebetteten Wirtschaft ist der grosse Anteil an standardisierten Gütern. Es kann nicht die Erwartung der Verordnung sein, dass jeder in bar Zahlende ausschliesslich Einzelanfertigungen kauft. Es ist auch widersprüchlich, eine Schwelle einzuführen und dann von den Händlern verlangen, jenen Fällen nachzugehen, die unter der Schwelle bleiben.
- Die Auswahl der Revisionsstelle soll im Verantwortungsbereich der Händler bleiben, was zu begrüssen ist. Es ist nun aber darauf zu achten, dass im Nachhinein nicht prohibitive Anforderungen an Revisionsstellen gemacht werden, so dass nur wenige solche Stellen überhaupt in der Lage sind, ihre Dienste anzubieten.
- Die Verordnung betrifft viele Unternehmen und Privatpersonen sehr direkt. Es ist Sache des Bundes, die betroffenen zu informieren. Dabei sind die hier getroffenen Regelungen derart kontraintuitiv und der Wirtschaftsfreiheit-widersprechend, dass eine aktive Kommunikation seitens des Bundes notwendig sein wird. Der allgemeine Hinweis auf eine Pressemitteilung reicht hier nicht aus.

II. Zu den einzelnen Bestimmungen

a. Integration des FINMA-Rundschreibens 2011/1 in die GwV; Art 3-6

Die Artikel 3 bis 6 E-GwV sind im Lichte des FINMA-Rundschreibens 11/01 zu überarbeiten

b. Einheitlichkeit der Begriffe; Art 6

Aus Konsistenzgründen und im Sinne der Rechtssicherheit sollte in beiden Verordnungen (E-GwV und GwV-FINMA) eine identische Definition des Begriffs «Sitzgesellschaft» verwendet werden. Es ist daher angebracht, die negative Abgrenzung in Art. 2 Bst. a GwV-FINMA eins-zu-eins in die vorliegende Geldwäschereiverordnung (z.B. als neuer Abs. 3 in Art. 6 E-GwV) aufzunehmen.

c. *Einheitlichkeit der Schwellenwerte; Art 7*

Aus Konsistenzgründen ist in Art. 9 E-GwV der Schwellenwert des Geld- oder Wertübertragungsgeschäfts gleich wie in Art. 7 E-GwV auf CHF 50'000.- anzuheben.

d. *Abgrenzung zwischen «wirtschaftlich Berechtigtem» und «Kontrollinhaber»; Art. 18 Abs 2 (Änderung)*

2 Als wirtschaftlich berechnete Personen gelten:

- a. die natürliche Person auf deren Rechnung der Erwerb **letztendlich** erfolgt;
- b. bei einem Erwerb auf Rechnung einer nichtkotierten, **operativ tätigen** juristischen Person, **oder** einer Personengesellschaft **oder einer Sitzgesellschaft nach Art. 6 Abs. 2** deren Kontrollinhaber; d.h. die natürlichen Personen, die über Stimmen oder Kapital mit mindestens 25% direkt oder indirekt, allein oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten verfügen oder auf andere Weise die Kontrolle über eine operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft ausüben. Liegen keine solchen vor, so wird ersatzweise die geschäftsführende Person eines solchen Unternehmens als Kontrollinhaber festgestellt. Diese gilt jedoch nicht als wirtschaftlich berechnete Person.

e. *Subsidiaritätsprinzip; Art 13 Abs 2 (neu)*

2 Ein der FINMA unterstellter oder einer SRO angeschlossener Finanzintermediär hat die ihm aus dieser Unterstellung resp. dem Anschluss an eine SRO resultierenden Sorgfaltspflichten zu erfüllen und untersteht den speziellen Sorgfaltspflichten der Händlerinnen und Händler nicht, auch wenn er nebst der berufsmässigen Finanzintermediation Handel treibt und dabei 100'000 Franken in bar entgegennimmt.

f. *Aufbewahrungspflicht; Art 21 Abs 4 (Änderung)*

Es ist während mindestens zehn Jahren **physisch oder elektronisch** aufzubewahren.

g. *Beauftragung einer Revisionsstelle; Art 22 Abs 1 (Änderung)*

Die Pflicht der Händlerin oder des Händlers nach Artikel 15 GwG, eine Revisionsstelle zu beauftragen, **gilt nur für Unternehmen, die verpflichtet sind**, die Jahres- und gegebenenfalls die Konzernrechnung prüfen zu lassen.

h. *Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden; Art 13 Abs 1 lit c E-MGwV*

streichen

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgV



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Henrique Schneider
Ressortleiter

Schweizer Verband der Investmentgesellschaften (SVIG)

Grabenstrasse 25 · 6340 Baar · Tel. 041 768 11 05 · info@svig.org · www.svig.org

Per E-Mail

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Rechtsdienst
Bundesgasse 3
3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Baar, 9. September 2015

Stellungnahme zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 10. Juli 2015 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (**EFD**) die Anhörung zur Geldwäschereiverordnung (**E-GwV**) eröffnet. Gerne nimmt der Schweizer Verband der Investmentgesellschaften (**SVIG**) namens seiner Mitglieder zum vorgelegten Anhörungsentwurf Stellung. Für die Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Der SVIG ist ein im Handelsregister des Kantons Zug eingetragener Verband schweizerischen Rechts, welcher anfangs März 2004 gegründet worden ist und welcher gemäss seiner statutarischen Zielsetzung die Interessen der in der Schweiz ansässigen oder tätigen Investment-, Beteiligungs- und Holdinggesellschaften wahrnimmt. Dem SVIG gehören zurzeit rund 25 börsenkotierte und nicht-börsenkotierte Investment- oder Beteiligungsgesellschaften sowie Vermögensverwaltungsgesellschaften von Investment- oder Beteiligungsgesellschaften an. Die im SVIG organisierten Mitglieder machen unter dem Aspekt Marktkapitalisierung die überwiegende Mehrheit sämtlicher an der im Investment-Index der SIX Swiss Exchange kotierten Investmentgesellschaften aus. So sind von insgesamt 12 im Investment-Index der SIX Swiss Exchange kotierten Investmentgesellschaften 10 Investmentgesellschaften durch den SVIG vertreten.

Der SVIG reicht hiermit eine Stellungnahme Verordnungsentwurf ein, die vom Vorstand des Verbandes verfasst wurde.

I. Vorbemerkungen

Der SVIG begrüsst grundsätzlich die Vereinheitlichung der Verordnungen des Bundesrats zum Geldwäschereigesetz in einer neuen einheitlichen GwV, was aus Gründen der Transparenz durchaus sinnvoll erscheint. Bei dieser Gelegenheit wäre es jedoch wünschenswert gewesen, wenn auch das FINMA-Rundschreiben 2011/1, welches diverse Präzisierungen zur Unterstellung unter das GwG enthält, ebenfalls auf Verordnungsstufe verankert worden wäre. Das FINMA-Rundschreiben ist von weitgehender Bedeutung, zumal die FINMA zwar die Regelung der konkreten Unterstellungsfragen unter das GwG den Selbstregulierungsorganisationen (**SRO**) zuschreibt, jedoch vorfrageweise bereits prüft, ob eine Tätigkeit dem GwG unterstellt wird. Diese Ausgestaltung der unklaren Kompetenzzuweisung bringt Rechtsunsicherheit mit sich und ruft nach einer Behebung dieses Mangels. Derzeit stützt sich das FINMA-Rundschreiben auf Art. 41 Abs. 2 GwG und auf Art. 12 VBF. Die Grundlage des letztgenannten Artikels fällt durch die Einführung der GwV dahin und eine analoge Bestimmung ist in der E-GwV nicht vorgesehen. Hinzu kommt, dass Art. 41 Abs. 2 GwG die Ermächtigung der FINMA lediglich auf den Erlass von Ausführungsbestimmungen auf Belangen beschränkter Tätigkeiten, namentlich in vorwiegend technischen Angelegenheiten beschränkt. Ob dies eine genügende gesetzliche Grundlage für das FINMA-Rundschreiben 2011/1 darstellt, ist zweifelhaft. Dieser Mangel gegenüber dem in der Verfassung verankerten Legalitätsprinzip hätte durch die Integration des Rundschreibens in die GwV behoben werden können und wesentlich zur Rechtssicherheit beigetragen.

II. Art. 6 Abs. 2 E-GwV Sitzgesellschaften

Die Formulierung dieses Artikels stimmt mit der gewählten Definition der Sitzgesellschaften in Art. 2 lit. a GwV-FINMA überein. Hingegen wurde die Negativabgrenzung zur Definition der Holding- und Subholdinggesellschaften in Art. 2 lit. a Ziff. 1 und 2 nicht übernommen. Um Missverständnisse auszuschliessen und eine eindeutige Qualifikation sicherzustellen, wäre die Übernahme der Formulierung bezüglich der Holding- und Subholdinggesellschaften ebenfalls wünschenswert.

III. Art. 7 Abs. 1 lit. a und Abs. 4 und Art. 9 E-GwV Bruttoerlös für Berufsmässigkeit

Die Erhöhung des Schwellenwerts für den Bruttoerlös von CHF 20'000 auf CHF 50'000 in der Definition einer berufsmässigen Tätigkeit wird vom SVIG begrüsst. Die Erkenntnis, dass mit dem früheren Schwellenwert von CHF 20'000 nur ein geringer Nettoerlös erzielt werden kann, sollte jedoch auch in Bezug auf Tätigkeiten für nahestehende Personen in Art. 9 GwV berücksichtigt werden. Warum in diesem Artikel der Schwellenwert nicht ebenfalls auf CHF 50'000 erhöht wurde, ist nicht nachvollziehbar.

IV. Art. 11 E-GwV Wechsel zur berufsmässigen Tätigkeit

Der SVIG begrüsst, dass neu auch die zweimonatige Frist beim Wechsel zur berufsmässigen Tätigkeit dadurch gewahrt werden kann, wenn in diesem Zeitraum – wie bei der Direktunterstellung der FI bei der FINMA – die Gesuchstellung bei der SRO erfolgt ist. Dadurch wird der Anschluss an eine SRO erleichtert und ist zu begrüssen. Gegebenenfalls wäre auch zu prüfen, die Frist angemessen zu verlängern, bspw. auf drei Monate.

V. Art. 12 E-GwV Austritt und Ausschluss aus einer SRO

Die ausdrückliche Regelung des Austritts eines Finanzintermediärs (**FI**) aus einer SRO begrüsst der SVIG. Des Weiteren wäre es jedoch sinnvoll auch die Pflichten zur weiteren Kooperation des FI mit

der früheren SRO festzulegen. Damit soll es der SRO ermöglicht werden, den von ihr teils vorgesehenen Regelungen bzgl. der Erstellung eines Prüfungsberichts bis zum Tag des Austritts oder des Ausschlusses nachzukommen. Inwiefern einem ausgetretenen Mitglied noch solche Pflichten durch Vereinsrecht auferlegt werden können, ist insoweit fraglich, als dass eine Sanktionierung bei Verstoss gegen die Pflichten nicht mehr möglich ist, weil der FI bereits ausgetreten ist. Aus diesem Grund wäre es diesbezüglich wünschenswert eine klare Regelung über die Pflicht zur Kooperation des FI auf Verordnungsstufe festzulegen.

Bei der Bearbeitung des vorliegenden Anhörungsentwurfes sind wir Ihnen für die Berücksichtigung unserer oben dargestellten Anliegen verbunden, hängt doch die Attraktivität und damit der künftige Stellenwert des Finanzplatzes Schweiz massgeblich von der kompetitiven regulatorischen Ausgestaltung ab.

Gerne stehen wir Ihnen für weitere Informationen jederzeit zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Verband der Investmentgesellschaften (SVIG)

Der Präsident:



Erwin Troxler

Der Sekretär:



Dr. Alexander Vogel

Per Email an:

regulierung@gs-efd.admin.ch
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD/Rechtsdienst EFD
Herr Daniel Roth
Herr Bruno Dorner
Frau Sandra Schneider
Bundesgasse 3
3003 Bern

Dr. Jana Essebier
Rechtsanwältin
Tel +41 58 211 34 09
jana.essebier@vischer.com
www.vischer.com

Eingetragen im
Anwaltsregister des
Kantons Zürich

Dominic Wyss
Rechtsanwalt
Tel +41 58 211 34 31
dwyss@vischer.com
www.vischer.com

Eingetragen im
Anwaltsregister des
Kantons Zürich

VISCHER AG

Zürich
Schützengasse 1
Postfach 1230
CH-8021 Zürich
Tel +41 58 211 34 00
Fax +41 58 211 34 10

Basel
Aeschenvorstadt 4
Postfach 526
CH-4010 Basel
Tel +41 58 211 33 00
Fax +41 58 211 33 10

Zürich, 8. September 2015

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Dorner
Sehr geehrte Frau Schneider
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen Bezug auf Ihr Schreiben an die interessierten Kreise vom 9. Juli 2015, mit dem Sie eine Anhörung zum Entwurf einer neuen Geldwäschereiverordnung ("GwV") eröffnet und interessierte Kreise zur Stellungnahme bis am 9. September 2015 eingeladen haben. Nachfolgend erlauben wir uns, zum Entwurf der GwV Stellung zu nehmen. Wir beschränken uns dabei auf einige ausgewählte Punkte, welche nach unserer Erfahrung für die Praxis von besonderer Bedeutung sind.

1. ALLGEMEIN

Die neuen Bestimmungen sollten in Anbetracht dessen, dass sie strafbewehrt sind und sich mit den Händlern an einen Personenkreis richten, der keine Erfahrungen mit vergleichbaren Regelungen hat, so präzise und so einfach wie möglich gefasst sein. Die Händler müssen in der Regel ohne weitere Abklärungen wissen, was sie im Rahmen der Abwicklung von Kaufgeschäften tun müssen.

Der Entwurf der Verordnung sieht vor, dass die bisherige Verordnung über die berufsmässige Ausübung der Tätigkeit der Finanzintermediäre mit den neuen Regeln zusammengefasst wird, welche für Händler gelten sollen. Unseres Erachtens stellt sich in Anbetracht der Unterschiede zwischen den Anforderungen an Finanzintermediäre und an Händler die Frage, ob damit nicht das Risiko von Missverständnissen bei der Auslegung erhöht wird. Auch aus diesem Grund sollte ein besonderes Au-

genmerk auf die präzise Formulierung der neuen Bestimmungen gelegt werden.

2. ZU EINZELNEN BESTIMMUNGEN

2.1 Art. 2 Abs. 1 lit. c GwV

Der Entwurf führt aus, dass die Verordnung dann Anwendung finden soll, wenn Händler in der Schweiz oder von der Schweiz aus tätig sind. Der territoriale Anwendungsbereich sollte näher bestimmt werden. Insbesondere sollte präzisiert werden, inwieweit grenzüberschreitende Tätigkeiten von Händlern erfasst werden und ob es für die Eröffnung des Anwendungsbereichs genügt, dass irgendein Teil der Tätigkeit des Händlers in der Schweiz stattfindet oder ob der Vertragsabschluss oder die Vertragsabwicklung in der Schweiz als Anknüpfungspunkte dienen. Unseres Erachtens besteht dabei kein Grund, warum der territoriale Anwendungsbereich für Händler weiter als für Finanzintermediäre sein sollte.

2.2 Art. 13 GwV

Wir regen an, aus Transparenzgründen und zur Vermeidung von Missverständnissen bei der Auslegung die Definition des Händlers aus dem Gesetz in die Bestimmung zu integrieren. Zudem regen wir zu einer klaren Abgrenzung des Händlerbegriffs von der Bestimmung über den Beizug Dritter nach Art. 16 GwV an.

2.3 Art. 14 GwV

Die Praxis in anderen Rechtsbereichen zeigt, dass es schwierig sein kann, zu beurteilen, ob Gewerbsmässigkeit gegeben ist. Dies umso mehr als die heutigen Möglichkeiten des Internets dazu führen, dass natürliche Personen Verkäufe z.B. mittels Ebay in einem Ausmass durchführen, dass auch bei grundsätzlich privaten Geschäften von einer Nebentätigkeit gesprochen werden könnte. Zwar dürfte die aktuelle Schwelle von CHF 100'000 in der Regel dazu führen, dass die neuen Regeln keine Relevanz für diesen Personenkreis haben. Vor dem Hintergrund dessen, dass eine erhebliche Absenkung der Schwelle nicht ausgeschlossen werden kann (vgl. Artikel von Nicolas Ramelet, Sorgfaltspflichten für "Händler" – Auslegeordnung einer Kompromisslösung, AJP 2015, S. 1166) und in Anbetracht der strafrechtlichen Folgen bei einer Verletzung der Bestimmungen, sollten die Regeln jedoch dahingehend präzisiert werden, dass für jede Person einfach ermittelbar ist, ob der Anwendungsbereich der neuen Bestimmungen im konkreten Fall eröffnet ist. Wir schlagen daher wie im Bereich der Finanzintermediäre vor, quantitative Kriterien einzuführen.

2.4 Art. 15 GwV

Unseres Erachtens besteht kein Grund, warum Aktienzertifikate erfasst werden sollten, wenn dies für Wertrechte nicht gilt. Vor allem vor dem Hintergrund des unbestimmten Rechtsbegriffs der Gewerbsmässigkeit

besteht anderenfalls das Risiko, dass z.B. Private-Equity-Firmen vom Anwendungsbereich der neuen Bestimmungen erfasst werden könnten.

Wir regen an, um Unklarheiten zu vermeiden, nicht nur den Begriff "Güter", sondern auch den Begriff "Bargeld" zu definieren. Dabei sollte insbesondere auch klargestellt werden, ob auch Barzahlungen mit Fremdwährungen erfasst werden und welcher Umrechnungskurs in diesem Fall anzuwenden ist.

2.5 Art. 17 Abs. 1 GwV

Diese Bestimmung setzt voraus, dass der Händler weiss, wer das Eigentum tatsächlich erwirbt. Das ist nicht ohne Weiteres der Fall, umso weniger, wenn die Gegenpartei keine natürliche Person ist. Wir schlagen daher vor, zu präzisieren, welche Massnahmen der Händler treffen muss, um festzustellen, wer der eigentliche Käufer sein soll. So könnte z.B. wie in Art. 18 Abs. 1 GwV festgehalten werden, dass der Händler nachfragen muss, aber zugleich mangels anderweitiger Anhaltspunkte das Recht hat, sich auf die Auskunft der Person zu verlassen, welche im direkten Kontakt mit dem Händler als Vertragspartei oder deren Stellvertreter auftritt.

2.6 Art. 17 Abs. 2 – 5 GwV

Wir schlagen vor, diese Bestimmungen zu präzisieren. Da die Händler bisher keine Erfahrungen mit vergleichbaren Sorgfaltspflichten haben, ist es unseres Erachtens umso wichtiger, dass für sie ohne Weiteres erkennbar ist, wie sie im Rahmen der Abwicklung des Kaufgeschäfts vorgehen müssen. So ist unklar, welche Massnahmen der Händler treffen muss, wenn die Gegenpartei z.B. einen Reisepass vorlegt, aus dem die Adresse nicht hervorgeht. Wann kann der Händler davon ausgehen, dass die Verwendung von Geburtsdaten oder Adressen in einem Land nicht gebräuchlich ist? Genügt es, dass diese in einem Reisepass nicht enthalten sind oder ist vorausgesetzt, dass sie in keinem Ausweis aufgeführt werden? Unseres Erachtens ist es nicht sachgerecht, davon auszugehen, dass die Händler die entsprechende Auslegung aus der Praxis für Finanzintermediäre entnehmen können. Dies umso mehr, als viele Händler nicht von der Unterstützung durch Branchenverbände profitieren können.

2.7 Art. 18 GwV

Die vorstehenden Ausführungen zu Art. 17 GwV gelten entsprechend auch für Art. 18 GwV. Wie soll ein Händler wissen, welche Frage er der Vertragspartei oder deren Stellvertreter stellen soll, wenn es um die Feststellung der wirtschaftlich berechtigten Person geht? Was soll er antworten, wenn ihn diese Personen fragen, was denn mit "auf andere Weise massgeblich Einfluss nehmen" gemeint sei?

2.8 Art. 20 GwV

Für viele Händler dürfte es schwierig sein, zu beurteilen, ob Hinweise auf ein strafrechtlich relevantes Verhalten vorliegen. Wir schlagen da-

VISCHER

her vor, statt von strafrechtlich relevantem Verhalten davon zu sprechen, dass Hinweise dafür vorliegen, dass die Vermögenswerte aus einer Straftat stammen.

Um Missverständnisse zu vermeiden, schlagen wir zudem vor, in diese Bestimmung aufzunehmen, dass der Händler nicht zur Durchführung des Geschäfts verpflichtet ist, sondern es im Gegenteil in der Verantwortung des Händlers liegt, ob er das Geschäft vor dem Hintergrund der geltenden Strafrechtsnormen durchführen möchte.

2.9 Art. 22 GwV

Wir schlagen vor, in dieser Bestimmung festzuhalten, dass die Pflicht zur Beauftragung einer Revisionsstelle nicht besteht, wenn der Händler in einem Kalenderjahr keine Bargeldzahlungen über CHF 100'000 entgegennimmt. Um Missverständnisse auszuräumen, sollte zudem in der Bestimmung festgehalten werden, ob es genügt, wenn die Revisionsstelle nach einer ersten Bargeldzahlung über CHF 100'000 beauftragt wird oder ob ein Händler diese bereits beauftragen muss, wenn er die Entgegennahme einer solchen Zahlung beabsichtigt.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Vernehmlassung und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen. Für zusätzliche Erläuterungen und Diskussionen stehen wir gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen


Dr. Jana Essebier


Dominic Wyss



Verein zur Qualitätssicherung
von Finanzdienstleistungen

Einschreiben / per E-Mail vorab

Eidg. Finanzdepartment EFD
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst
Bernerhof
3003 Bern

Zug, 8. September 2015

Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrte Damen und Herren

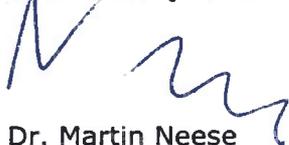
Wir nehmen Bezug auf Ihr Schreiben vom 9. Juli 2015, mit welchem Sie den VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF) zur Einreichung einer Stellungnahme zu oben genannter Angelegenheit eingeladen haben.

Der VQF hat an der Stellungnahme des Forum SRO mitgearbeitet und schliesst sich deren Inhalt vollumfänglich an.

Freundliche Grüsse

VQF

Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen



Dr. Martin Neese
Präsident



Nicolas Ramelet
Geschäftsführer

LSI ordnungshalber

VQF Verein zur Qualitätssicherung
von Finanzdienstleistungen

Falls abgelehnt oder
nicht abgeholt, als
taxpflichtige B-Post
zurücksenden!

08.09.15

CH-6302
Zug

767047

005.30

R Suisse



DIE POST 

Einschreiben / per E-Mail vorab
Eidg. Finanzdepartment EFD
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst
Bernerhof
3003 Bern

R
DIE POST
LA POSTE
LA POSTA

6302 Zug



PP

98.38.122657.00012108

Recommandé Suisse



GS / EFD

+ 09. Sep. 2015 +

Registratur



VSGU

ASHB

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat/Rechtsdienst

Per E-Mail an regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 9. September 2015

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung GwV

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehme ich namens des VSGU fristgerecht an der Anhörung teil. Die nachfolgenden Bemerkungen basieren auf einer Umfrage bei unsern Mitgliedern, die mit Bargeschäften von mehr als Fr. 100'000 konfrontiert werden könnten. Dabei handelt es sich um Händler und Händlerinnen, die mit Uhren und Schmuck geschäften und deren Kunden Endkunden sind. Diese VSGU Mitglieder und Händler sind keine Finanzintermediäre und sie verkaufen wertvolle Zeitmesser oder Schmuckstücke. Mit dem vorgesehenen Konstrukt werden vermögende Kunden, die mit Bargeld zahlen „kriminalisiert“ und die Händler zu „Mittätern“, wenn die in der VO vorgesehenen Vorgaben nicht richtig umgesetzt oder interpretiert worden sind. Die Interpretationen sind jedoch weit fassbar und deshalb für diejenigen Verkaufspersonen, die mit solchen Verkäufen betroffen sind, schwer einstuftbar, anders als bei Bankangestellten und Finanzintermediären, die sich viel häufiger mit diesen Fragen auseinander zu setzen haben. Die Verbandsmitglieder werden die gesetzlichen Vorgaben umsetzen und falls notwendig ihren Meldepflichten nachkommen, dies alles jedoch nach einer machbaren Interpretation und ohne der Verpflichtung den Polizisten spielen zu müssen bei jedem Bar-Verkauf über Fr. 100'000. Eine diesbezügliche Schulung des Verkaufspersonals wird notwendig werden.

Einzelne Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs der Verordnung:

Zu Art. 17 Abs. 2: Bei den Identifikationsangaben wird unter Ziffer b die Adresse aufgezählt. Die Händler können die Angaben eines Passes oder eines Fahrausweises übernehmen und Kopien dieser Identifikationsdokumente erstellen. Lediglich diejenigen Angaben, die daraus ersichtlich sind können dokumentiert werden. Fehlende Adressenangaben auf diesen Dokumenten müssen nicht zusätzlich erfragt werden. Deren Richtigkeit könnten auch nicht überprüft werden.

Zu Art. 17 Abs. 5: Wir schlagen eine ähnliche Formulierung wie in Buchstabe b vor, da der Stellvertreter nur in Ausnahmefällen den amtlichen Ausweis der Vertragspartei im Original oder Kopie vorweisen kann.

Zu Art. 18: Allgemeine Feststellungen aus der Uhren und Schmuck-Detailhandel-Verkaufsbranche:

Für eine praxisbezogene Anwendung der Verordnung wäre enorm wichtig, im Grundsatz davon ausgehen zu dürfen, dass bei Abwicklung eines Verkaufes in den meisten Fällen diejenige



Person, welche im Verkaufsgeschäft den Kauf abwickelt auch effektiv Käufer und damit Vertragspartei ist (nicht Stellvertreter). Weiter wäre im Grundsatz davon auszugehen, dass die Vermögenswerte, mit denen bezahlt wird, derjenigen Person gehören, die damit bezahlt - also dem Käufer.

Konkret hiesse das, dass in der Praxis davon ausgegangen werden darf, dass ein „normaler“ Kunde Vertragspartei und zugleich wirtschaftlich berechtigte Person an den beigebrachten Vermögenswerten ist. Ein „normaler“ Kunde ist jeder Kunde, der dem Uhren- oder Schmuckverkäufer aufgrund des Verkaufsgesprächs oder seines Verhaltens keinen Anlass dazu gibt, von einem direkten oder indirekten Stellvertretungsverhältnis ausgehen zu müssen.

In Fällen der direkter Stellvertretung (Handeln in fremdem Namen und auf fremde Rechnung) ist vom Grundsatz her sowieso eine Vollmacht nötig, ohne die der Detailhandelsverkäufer den Kauf nicht abwickeln darf und welche über die notwendigen Angaben verfügt (Vertreter, Vertretener) und zu deren Überprüfung auch Passkopien sowohl vom Stellvertreter wie auch dem Vertretenen einverlangt werden müssen. In diesem Rahmen ist die Feststellung des effektiv wirtschaftlich Berechtigten (Vertretener) kein Thema, da dies bereits schriftlich festgehalten ist.

Die Fälle der indirekten Stellvertretung (Handeln in eigenem Namen aber auf fremde Rechnung) sind enorm selten – diese Fälle herauszufinden und zu dokumentieren, liegt offensichtlich im Fokus der Verordnung. Nur dass in einem solchen Verhältnis der mutmassliche Käufer meist ohnehin weder als Stellvertreter auftritt, noch sich als solcher zu erkennen geben wird, daran ändert auch ein entsprechendes Formular nichts, welches er im Rahmen der Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten unterzeichnen müsste.

Zu Art. 18 Abs. 1: Wir erachten es nach wie vor als problematisch, grundsätzlich in jedem Fall nachfragen zu müssen, wie die wirtschaftlichen Berechtigungsverhältnisse an den Barzahlungsmitteln sind. Alleine der Umstand, dass der Begriff „wirtschaftliche Berechtigung“ nicht jedermann geläufig sein dürfte, verlangt wohl in den meisten Fällen mindestens nach einer Begriffserklärung. Wir sind der Ansicht, dass weder der Kassenbereich noch ein Verkaufsmitarbeiter hierfür besonders geeignet sind.

Wir würden daher vorschlagen, dass ohne Vorliegen von gegenteiligen Angaben/Äusserungen/Umständen, etc. seitens des Kunden, welche sich in solchen Fällen in der Regel im Rahmen des Verkaufsgeschäfts ergeben, davon ausgegangen werden darf, dass die Person im Laden auch der effektive Käufer, damit Vertragspartei und grundsätzlich auch die wirtschaftlich berechtigte Person an den beigebrachten Barzahlungsmitteln ist.

Ergibt sich hingegen aus dem Verkaufsgespräch oder allfällig anderer Umstände, dass eine indirekte Stellvertretung vorliegt, finden wir das beschriebene Vorgehen sinnvoll und notwendig. Diese Vorgehensweise entspräche den Prozessen, wie man sie in Deutschland oder Österreich bereits heute kennt.

Zu Art. 18 Abs. 2: Wenn es denn doch unabdingbar sein sollte und die wirtschaftliche Berechtigung an den beigebrachten Vermögenswerten zwingend erfragt werden muss, so wäre zumindest wünschenswert, wenn nicht zusätzlich eine Unterschrift der Vertragspartei verlangt würde (vgl. Musterformular gemäss Anhang 1), zumindest in denjenigen Fällen in denen die Vertragspartei zugleich auch wirtschaftlich Berechtigter ist. Heute wird für die Abwicklung eines Kaufes in der Praxis nur dann eine Unterschrift vom Kunden verlangt, wenn dieser mit Kreditkarte bezahlt. Die Einführung eines „Kundenformulars“, wie man das aus der Finanzindustrie kennt, ist



VSGU

ASHB

unverhältnismässig und branchenuntypisch, handelt es sich vorliegend um die Abwicklung eines Einzelgeschäfts und nicht um die Eingehung einer dauerhaften Geschäftsbeziehung.

Wir würden daher vorschlagen, dass anstelle einer *schriftlichen Erklärung* lediglich „Angaben“ ausreichend sein sollten und dieses Vorgehen nur in denjenigen Fällen zur Anwendung gelangt, wo offensichtlich eine Form der Stellvertretung vorliegt. Eine explizite Unterzeichnung des Formulars durch die Vertragspartei darf generell nicht verlangt werden.

Zu Art. 18 Abs.3: Vgl. Bemerkungen zu Art. 17 Abs. 2.

Zu Art. 19: Eine Überprüfung der Hintergründe des Geschäfts gemäss Abs. 1 kann ja nur bei Anwesenheit des Kunden während der Verkaufsabwicklung erfolgen. Einige der aufgelisteten Anhaltspunkte verlangen jedoch mehrmalige Geschäftsabwicklungen und können in den meisten Fällen durch die den Verkauf abwickelnden Mitarbeiter gar nicht nachvollzogen werden.

Ungleich dem Finanzbereich liegt in der normalen Verkaufsabwicklung keine Geschäftsbeziehung vor, welche auf Dauer ausgerichtet ist. Der Kunde wird im Falle von mehrmaligem Besuch im Verkaufsgeschäft oftmals auch von verschiedenen Mitarbeitern bedient bzw. es ist auch möglich, dass er verschiedene Verkaufsgeschäfte (Filialen) aufsucht.

Die unter Bst. a) und b) genannten „Muster“ wären daher lediglich durch eine interne Stelle (Buchhaltung, Compliance, etc.) im Rahmen von nachgelagerten Kontrollen erkennbar. Eine Überprüfung der Hintergründe des Geschäfts dürfte zu diesem Zeitpunkt nicht mehr möglich sein.

Es wäre wünschenswert, wenn in der Verordnung eine sinnvolle örtliche (auf Filiale) und zeitliche (innerhalb Arbeitsschicht eines Mitarbeiters) Beschränkung gegeben würde. Ansonsten sind zahlreiche Meldungen aufgrund der Tatsache, dass eine Abklärung der wirtschaftlichen Hintergründe im Nachhinein nicht mehr möglich ist vorprogrammiert oder man nimmt eine potentielle Verletzungen der Sorgfaltspflichten in Kauf.

Wir möchten noch darauf hinweisen, dass bei einer Vornahme von besonderen Abklärungen bereits zwingend ein begründeter Verdacht konstruiert wird, der bei einem Verzicht auf eine Meldung dem Händler zum Nachteil ausgelegt wird.

Zu Art. 21: Hierzu verweisen wir auf die bereits gemachten Überlegungen, dass wir es als sehr problematisch erachten, für gewöhnliche Verkaufsgeschäfte (ohne Anhaltspunkt, dass es sich um Stellvertretungen, etc. handeln könnte) eine Dokumentation im geforderten Ausmass vorzunehmen.

Eine Passkopie (inkl. deren Informationsgehalt) der Vertragspartei müsste unserer Meinung nach ausreichend sein, solange aus dem Verkaufsgespräch nicht erkennbar ist, dass die Vermögenswerte mit denen bezahlt wird, in Bezug auf die wirtschaftliche Berechtigung einem anderen zuzurechnen sind bzw. das Geschäft in Stellvertretung für einen anderen abgeschlossen wird. In diesen Spezialfällen sehen wir Sinnhaftigkeit einer weitergehenden Dokumentationspflicht ein und befürworten diese auch, da diesen Sonderfällen ohnehin ein Risikopotential anhaftet.

In diesem Sinne ist bei gewöhnlichen Verkaufsgeschäften auch auf eine „Erklärung“ (mittels Unterschrift) der Vertragspartei zu verzichten; insbesondere, da bereits die Umstände, in denen ein Verkauf abgewickelt wird (Kassensituation, etc.) einem derart formellen Identifikationsprozess entgegenstehen.



VSGU

ASHB

Zu Art. 22: Die im Gesetz vorgesehene Pflicht zur Beauftragung einer Revisionsgesellschaft führt zu unnötigem Mehraufwand für den Händler. Wir regen deshalb an, dass die ordentliche Revisionsstelle selber zu entscheiden hat, ob sie die nötigen Qualifikationen für die Prüfung hat. Die im GwG für Händler neu eingeführte Revisionspflicht soll sich ausschliesslich auf die eingehaltenen Sorgfaltspflichten beschränken. Es darf nicht sein, dass wegen ein paar wenigen Barverkäufen eine ganze Firma, die sonst keiner Revisionspflicht unterliegt, sich einer Revision zu unterstellen hat. Die im Abs. 2 der VO neu vorgesehene Limitierung auf nur Revisionsunternehmungen gemäss Art. 6 RAG ist restriktiver als im GwG Art. 15 Abs. 2 vorgesehen. Diese Limitierung ist unverhältnismässig und kleinere KMU werden diskriminiert; es kommt nahe einem de facto Verbot.

Antrag: Art. 22 Abs. 2 ist zu ergänzen: „... Verwaltungsorgan *Revisorinnen oder Revisoren nach Art. 5 oder ein Revisionsunternehmen, das nach Art. 6 des RAG*“.

Zu Art. 24: Wir regen an, die Inkraftsetzung per 1. Juli 2016 vorzusehen, statt auf den 1. Januar 2016. Dies wird es ermöglichen die betroffenen Mitglieder zu instruieren und diesen in ihren Geschäften ihre Mitarbeitenden zu sensibilisieren und mit den neuen vorzunehmenden Sorgfalts- und Meldepflichten vertraut zu machen. Diese sind auch erst mit der Veröffentlichung der Verordnung mit dieser Vernehmlassung bekannt geworden.

Zusammenfassend möchten wir noch festhalten, dass die für Händler und Händlerinnen relevanten Bestimmungen der Verordnung zu sehr in Anlehnung an die Massnahmen der Finanzindustrie angelehnt sind und zu wenig auf die Praxis einer Verkaufsabwicklung in einem Detailhandels-Geschäft Rücksicht genommen wird. Dies zeigt sich bei

- der Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten mittels Formular (ähnelt extrem dem Prozess bei Kontoeröffnung – Formular A –); es werden im Rahmen eines Verkaufsgeschäfts grundsätzlich keine Dokumente durch den Kunden unterzeichnet, warum sollte das geändert werden?
- der besonderen Abklärungspflichten, über deren Notwendigkeit meist erst nach Kaufabwicklung festgestellt werden kann. Zu diesem Zeitpunkt sind jedoch die Abklärungen nicht mehr möglich, da man den Kunden diesbezüglich nicht mehr befragen kann. Dieser Umstand könnte dazu führen, dass unnötige Meldungen gemacht werden, ansonsten man gegen die Sorgfaltspflichten verstossen würde.

Wir danken für die Kenntnisnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen

VSGU
Der Sekretär

Marc-Alain Christen, Fürsprecher

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössisches Finanzdepartement
(EFD)
Rechtsdienst
Herr Bruno Dorner
Bundesgasse 3
3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Datum	8. September 2015
Kontaktperson	Michele Vono
Direktwahl	061 206 66 29
E-Mail	m.vono@vskb.ch

Stellungnahme der Kantonalbanken zum Entwurf einer neuen Geldwäschereiverordnung (E-GwV)

Sehr geehrter Herr Dorner

Am 10. Juli 2015 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) die Anhörung zum Entwurf einer neuen Geldwäschereiverordnung (E-GwV) eröffnet. Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

1. Allgemeine Bemerkungen

Nach dem Verständnis der Kantonalbanken betrifft die Geldwäschereiverordnung (E-GwV) nur diejenigen Finanzintermediäre, die nicht von der Geldwäschereiverordnung der FINMA (GwV-FINMA) reguliert sind. Diesem Umstand wird im E-GwV jedoch nicht mit der nötigen Klarheit Rechnung getragen. Eine explizite und zweifelsfreie Klarstellung des Umstands, dass diejenigen Finanzintermediäre, welche in den Geltungsbereich der GwV-FINMA fallen, nicht zusätzlich der GwV unterstehen, fehlt. Aus Gründen der Rechtssicherheit ist eine entsprechende Präzisierung des Geltungsbereichs (Art. 2 E-GwV) explizit im Verordnungstext vorzunehmen.

Weiter ist sicherzustellen, dass eine einheitliche Umsetzung der Massnahmen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung über die verschiedenen Gesetze und Verordnungen hinweg möglich ist. Entsprechend ist eine konsistente und einheitliche Begriffsverwendung und eine saubere Abgrenzung von zentralen Schlüsselbegriffen wie «Sitzgesellschaft», «wirtschaftlich Berechtigter» oder «Kontrollinhaber» zwingend. Widersprüchliche und wenig trennscharfe Begrifflichkeiten gefährden eine einheitliche und effiziente Anwendung und Umsetzung der relevanten Rechtsakte.

2. Konkrete Anmerkungen zum Entwurf der Geldwäschereiverordnung (E-GwV)

2.1 Kapitel 2: Finanzintermediäre

2.1.1 Abschnitt 1: Tätigkeiten

Weitere Tätigkeiten, Art. 6 Abs. 2

Die Verwendung des Grundbegriffs der Sitzgesellschaft ist in Art. 2 Bst. a GwV-FINMA und Art. 6 Abs. 2 E-GwV zwar identisch. Im Gegensatz zum E-GwV werden jedoch in der GwV-FINMA zusätzlich diejenigen Gesellschaften aufgelistet, die bei Vorliegen von bestimmten Eigenschaften nicht als Sitzgesellschaften gelten. Diese Konkretisierung im Sinne einer «negativen Abgrenzung» ist für die praktische Umsetzung und damit die Rechtssicherheit von erheblicher Bedeutung.

Gerade weil durch die Ausweitung des GwG auf sogenannte Händlerinnen und Händler gemäss Art. 2 Abs. 1 Bst. b E-GwV inskünftig auch Personen in die Pflicht genommen werden, die noch nicht über einschlägige Erfahrungen bei der Umsetzung von Sorgfaltspflichten verfügen, muss auf eine eindeutige und abschliessende Definition des Begriffs «Sitzgesellschaft» (sowohl in positiver als auch in negativer Hinsicht) grossen Wert gelegt werden.

Aus Konsistenzgründen und im Sinne der Rechtssicherheit sollte in beiden Verordnungen (E-GwV und GwV-FINMA) eine identische Definition des Begriffs «Sitzgesellschaft» verwendet werden. Wir schlagen deshalb vor, die negative Abgrenzung in Art. 2 Bst. a GwV-FINMA eins-zu-eins in die vorliegende Geldwäschereiverordnung (z.B. als neuer Abs. 3 in Art. 6 E-GwV) aufzunehmen.

2.1.2 Abschnitt 2: Berufsmässigkeit

Geld- oder Wertübertragungsgeschäft, Art. 9

Gemäss Art. 9 E-GwV gilt das Geld- oder Wertübertragungsgeschäft immer als berufsmässig, es sei denn, die Tätigkeit erfolgt für eine nahestehende Person und es wird daraus ein Bruttoerlös von nicht mehr als CHF 20'000.- pro Kalenderjahr erzielt. Im Gegensatz zu Art. 7 E-GwV wurde in Art. 9 E-GwV bewusst darauf verzichtet, die Schwelle für die Bestimmung der Berufsmässigkeit auf CHF 50'000.- anzuheben.

Aus Konsistenzgründen ist in Art. 9 E-GwV der Schwellenwert des Geld- oder Wertübertragungsgeschäfts auf dieselbe Höhe wie in Art. 7 E-GwV und damit auf CHF 50'000.- anzuheben.

2.2 Kapitel 3: Händlerinnen und Händler

2.2.1 Abschnitt 2: Sorgfalts- und Meldepflichten

Feststellung der wirtschaftlich berechtigten Person, Art. 18 Abs. 2

Die in Art. 18 Abs. 2 E-GwV verwendete Definition der wirtschaftlich berechtigten Person vermischt die verschiedenen im Geldwäschereibereich aktuell vorgesehenen Konzepte. Denn auch nach Inkrafttreten der geänderten Erlasse (GwG, GwV-FINMA sowie VSB 16) per 1.1.2016 wird bei natürlichen Personen und Sitzgesellschaften die an deren Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete natürliche Personen festzustellen sein. Lediglich bei operativ tätigen, nicht börsenkotierten juristischen Personen und Personengesellschaften wird eine neue Konzeption anwendbar. Bei solchen Gesellschaften ist die wirtschaftliche Berechnung von natürlichen Personen an der Gesellschaft selbst festzustellen. Diese natürlichen Personen werden bekanntlich als sogenannte «Kontrollinhaber» bezeichnet.

Entsprechend ist es falsch, dass unter Art. 18 Abs. 2 Bst. b für Sitzgesellschaften ebenfalls diejenige Person als wirtschaftlich berechnete bezeichnet wird, welche diese Sitzgesellschaft kontrolliert. Gestützt auf Art. 63 Abs. 1 GwV-FINMA i.V.m. Art. 59 Abs. 1 GwV-FINMA sowie gestützt auf Art. 39 Abs.1 VSB 16 gilt bei Sitzgesellschaften diejenige natürliche Person als wirtschaftlich berechnete, welche an ihrem Vermögen auch tatsächlich wirtschaftlich berechnete ist. Eine eigentliche Kontrolle der Sitzgesellschaft ist hingegen weder erforderlich noch massgebend. Eine solche ist lediglich bei nichtkotierten, operativ tätigen juristischen Personen gemäss Art. 2a Abs. 3 GwG sowie entsprechenden Personengesellschaften gemäss Art. 20 Abs. 1 VSB 16 massgebend.

Wie bereits angesprochen, erachten wir eine Übereinstimmung der Begrifflichkeiten und Definitionen zwischen der GwV-FINMA und des E-GwV (insbesondere bezüglich der Definition des «Kontrollinhabers» gemäss Art. 2 Bst. f GwV-FINMA) als zwingend, um unnötige Auslegungsfragen bei beiden Verordnungen zu vermeiden.

Aufgrund der strafrechtlichen Bedeutung des Begriffs des wirtschaftlich Berechneten ist eine klare Abgrenzung zwischen «wirtschaftlich Berechnetem» und «Kontrollinhaber» von grosser Bedeutung. Entsprechend ist eine Anpassung des Wortlautes von Art. 18 Abs. 2 E-GwV wie folgt nötig:

Als wirtschaftlich berechnete Personen gelten:

- a. die natürliche Person auf deren Rechnung der Erwerb **letztendlich** erfolgt;
- b. bei einem Erwerb auf Rechnung einer nichtkotierten, **operativ tätigen juristischen Person, oder einer Personengesellschaft ~~oder einer Sitzgesellschaft nach Art. 6 Abs. 2~~ deren Kontrollinhaber; d.h. die natürlichen Personen, die über Stimmen oder Kapital mit mindestens 25% direkt oder indirekt, allein oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten verfügen oder auf andere Weise die Kontrolle über eine operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft ausüben. Liegen keine solchen vor, so wird ersatzweise die geschäftsführende Person**

eines solchen Unternehmens als Kontrollinhaber festgestellt. Diese gilt jedoch nicht als wirtschaftlich berechtigte Person.

Besondere Abklärungen, Art. 19

Die neuen Abklärungen, welche die betroffenen Händlerinnen oder Händler vornehmen müssen, um die Hintergründe des Geschäfts bzw. die Herkunft des Geldes zu überprüfen, sind sehr weitreichend und aufwändig. In Anbetracht des bereits schwierigen Umfelds, in dem sich Händlerinnen und Händler zurzeit bewegen (Stichwort «Frankenstärke»), können diese arbeits- und kostenintensiven Abklärungen die aktuelle Situation weiter verschärfen und sich somit negativ auf die Wettbewerbsfähigkeit auswirken. Hier ist nach Entlastungsmöglichkeiten bzw. Vereinfachungen zu suchen.

Weiter wird in Art. 19 E-GwV im Titel der Begriff «Besondere Abklärungen» verwendet, demgegenüber ist in Art. 15 GwV-FINMA von «Zusätzlichen Abklärungen» die Rede.

Die besonderen Abklärungsarbeiten für Händlerinnen und Händler sollten mit geeigneten Massnahmen vereinfacht werden.

Weiter soll aus Konsistenzgründen der Begriff der «Besonderen Abklärungen» durch den in Art. 15 GwV-FINMA verwendeten Begriff der «Zusätzlichen Abklärungen» ersetzt werden.

Meldepflicht, Art. 20 Abs. 1 und 2

Die in Art. 20 Abs. 2 E-GwV enthaltene Definition, wann ein auslösender begründeter Verdacht vorliegt, führt zu wesentlichen Unklarheiten und offenen Fragen. Mit der bestehenden Formulierung geht ein erhebliches Risiko einer ungerechtfertigten Senkung der Verdachtsschwelle für das Auslösen der Meldepflicht einher. Denn ein begründeter Verdacht liegt dann vor, wenn trotz zusätzlicher Abklärungen nach Art. 19 E-GwV die bestehenden Zweifel an der Rechtmässigkeit des Geschäfts bestehen bleiben. Dies stimmt jedoch nicht mit der Meldepflicht für Finanzintermediäre gemäss Art. 9 Abs. 1 GwG überein. Gemäss Botschaft zum GwG vom 17. Juni 1996, Seite 1130, liegt ein begründeter Verdacht erst dann vor, «wenn er auf einem konkreten Hinweis oder mehreren Anhaltspunkten beruht, die einen verbrecherischen Ursprung der Vermögenswerte befürchten lassen». Dies erfordert, wie in der Lehre einhellig bestätigt, keine Sicherheit bzw. Gewissheit hinsichtlich des verbrecherischen Ursprungs. Durch die in Art. 20 Abs. 2 E-GwV verwendete Formulierung wird dagegen nach unserer Einschätzung eine tiefere Verdachtsschwelle angewendet. Dies legt auch der Umstand nahe, dass in Art. 31 und 32 der neuen GwV-FINMA der Begriff einer zweifelhaften Geschäftsbeziehung gerade zur Abgrenzung vom begründeten Verdacht oder von den konkreten Wahrnehmungen gemäss Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB verwendet wird. Um keine Inkonsistenzen zwischen der Meldepflicht für die Händlerinnen und Händler und derjenigen für die Finanzintermediäre zu schaffen, schlagen wir eine Streichung von Art. 20 Abs. 2 E-GwV vor. Alternativ könnte eine Definition für einen begründeten Verdacht aufgenommen werden. Die-

se müsste sich aber konsequenterweise an der Formulierung der Botschaft vom 17. Juni 1996 sowie an der hinsichtlich Art. 9 GwG massgeblichen Lehre orientieren.

Wie bereits vorgängig erläutert, fokussiert die in Art. 20 Abs. 2 E-GwV verwendete Definition auf die Rechtmässigkeit des Geschäfts. Gleiches gilt auch für die Formulierung von Art. 20 Abs. 1 E-GwV. Denn danach bestehe für die Händlerinnen und Händler eine Meldepflicht, wenn «Hinweise auf ein strafrechtlich relevantes Verhalten» bestehen. Aus geldwäschereirechtlichen Überlegungen stehen jedoch nicht die Rechtmässigkeit des Geschäfts bzw. Hinweise auf ein strafrechtlich relevantes Verhalten im Zentrum. Vielmehr geht es um die Frage, ob es sich bei den zur Zahlung zu verwendenden Barmitteln – wie Art. 9 Abs. 1^{bis} GwG darlegt – um Barmittel handelt, welche i) im Zusammenhang mit der Terrorismusfinanzierung oder Geldwäschereihandlungen stehen, ii) aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren oder iii) der Verfügungsmacht einer kriminellen Organisation unterstehen. Nur in Fällen mit einem entsprechenden begründeten Verdacht besteht eine Meldepflicht. Wir empfehlen demzufolge auch eine Änderung von Art. 20 Abs. 1 E-GwV.

Aus den obigen Überlegungen schlagen wir folgende Anpassung des Wortlautes von Art. 20 E-GwV vor:

Art. 20 Meldepflicht

1 Die Meldung nach Artikel 9 Absatz 1^{bis} GwG hat auch zu erfolgen, wenn die Händlerin oder der Händler die Vortat, aus welcher das Bargeld stammt, keinem bestimmten Straftatbestand zuordnen kann.

~~2 Der Verdacht gilt als begründet, wenn auch trotz besonderer Abklärungen nach Artikel 19 Zweifel an der Rechtmässigkeit des Geschäftes bestehen bleiben.~~

3. Anmerkungen zur Aufhebung und Änderung anderer Erlasse (Anhang 2)

3.1 Verordnung vom 25. August 2004 über die Meldestelle für Geldwäscherei (MGwV)

Analyse der Meldung, Art. 3 Abs. 1 Bst. a

In Art. 3 Abs. 1 Bst. a wird neu verlangt, dass bei einer Meldung ebenfalls eine direkte Telefon- und Telefaxnummer enthalten sein muss. Dies ist zur Sicherstellung einer möglichen direkten Kontaktaufnahme des Finanzintermediärs durch die MROS oder Staatsanwaltschaft sicherlich sinnvoll.

Nach unserer Einschätzung ist die neue Regelung in dieser Form jedoch problematisch, da der Finanzintermediär seit dem 1.2.2009 die Meldung an die MROS, zum Schutz des involvierten Personals, anonymisiert einreichen kann (vgl. künftiger Art. 9 Abs. 1^{ter} GwG bzw. heutiger Art. 9 Abs. 1^{bis} GwG). Demzufolge kann auf Verordnungsstufe nicht ein neuer Mindestinhalt einer Meldung, der die Angabe einer Kontaktperson vorsieht, an die MROS festge-

legt werden. Auf eine entsprechende Bestimmung in Art. 3 Abs. 1 Bst. a MGwV ist daher zu verzichten.

Wir schlagen folgende Änderung vor:

Art. 3 Analyse der Meldungen

1 Meldungen nach Artikel 2 Buchstaben a-d müssen mindestens enthalten:

a. den Namen des Finanzintermediärs oder der Behörde, von dem oder der die Meldung stammt; ~~jeweils unter Angabe einer Kontaktperson und einer direkten Telefon- und Telefaxnummer;~~

Alternativ kann Art. 3 Abs. 1 Bst. a E-MGwV wie folgt ergänzt werden:

Art. 3 Analyse der Meldungen

1 Meldungen nach Artikel 2 Buchstaben a-d müssen mindestens enthalten:

a. den Namen des Finanzintermediärs oder der Behörde, von dem oder der die Meldung stammt, jeweils unter Angabe einer Kontaktperson und einer direkten Telefon- und Telefaxnummer. ~~Auf die Angaben einer Kontaktperson und einer direkten Telefon- und Telefaxnummer kann der Finanzintermediär in Anwendung von Art. 9 Abs. 1^{ter} GwG verzichten;~~

Wir danken Ihnen bestens für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

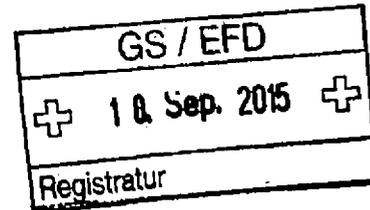
Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor



Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Zürich, 9. September 2015

Per Email: regulierung@gs-efd.admin.ch

Anhörung zur Geldwäschereiverordnung (GwV)

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wir nehmen Bezug auf Ihre Einladung vom 9. Juli 2015 zur Anhörung zum Entwurf einer Geldwäschereiverordnung (E-GwV). Wir möchten uns für diese Gelegenheit bedanken.

Zur Vorlage nimmt der Verband Schweizerischer Vermögensverwalter / VSV als führender nationaler Branchenverband der unabhängigen Vermögensverwalter wie folgt Stellung:

I. Grundsätzliche Bemerkung

Die in der Schweiz tätigen, professionellen unabhängigen Vermögensverwalter sind weder von den aus der Verordnung über die berufsmässige Ausübung der Finanzintermediation (VBF) in die GwV integrierten Bestimmungen, noch von den neuen geldwäschereirechtlichen Sorgfalts- und Meldepflichten für Händlerinnen und Händler betroffen. Alle unserer Selbstregulierungsorganisation angeschlossene Mitglieder werden von dieser im Bereich Geldwäscherei überwacht und die Umsetzung der 2012 revidierten FATF-Empfehlungen erfolgt über andere Rechtsgrundlagen als den in der E-GwV enthaltenen Bestimmungen.

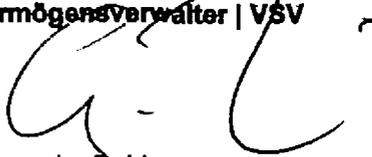
ii. Zu den konkreten Inhalten der Verordnung

Hinsichtlich der generellen Ausgestaltung der vorgelegten Bestimmungen für KMUs verweisen wir auf die vom Schweizerischen Gewerbeverband (sgv) eingereichte Stellungnahme. Wir schliessen uns den in dieser Stellungnahme enthaltenen Beurteilungen und vorgebrachten Anliegen an.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum Entwurf einer Geldwäschereiverordnung Stellung zu nehmen. Für Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

**Verband Schweizerischer
Vermögensverwalter | VSV**



Alexander Rabian
Vorsitzender der Geschäftsleitung SRO



Nicole Kuentz
Mitglied der Geschäftsleitung SRO



Verband Schweizerischer Vermögensverwalter | VSV
Association Suisse des Gérants de Fortune | ASG
Associazione Svizzera di Gestori di Patrimoni | ASG
Swiss Association of Asset Managers | SAAM

09.09.15

001.00

CH - 8000
Zürich 1

A
STANDARD



826217

DIE POST

GS / EFD
10. Sep. 2015
+
Registrar

Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern